“ Quelles sont les connaissances que devrait acquérir un·e étudiant·e en communication au regard de l’urgence climatique ? ”

BRUSSELS SCHOOL
IHECS
Journalism & Communication

“ Quelles sont les connaissances que devrait acquérir un·e étudiant·e en communication au regard de l’urgence climatique ? ”

Travail présenté dans le cadre du Mémoire de fin d’études pour l’obtention du titre de Master en Communication appliqué spécialisée - Relations Publiques ;

Présenté par Colas Van Moorsel - Promoteur : Thomas Wansart
Président : Jean-François Raskin - Lectrice : Valérie Lecouturier

Bruxelles - juin 2023

Avant-propos

Investi depuis mes 21 ans dans un mouvement favorisant la prise de conscience du dérèglement climatique et l'adaptation de nos sociétés, nous avons fait le constat personnel d'une lacune des matières appropriées censées nous rendre adéquats au monde de demain. Au-delà de ce premier constat, nous avons pu observer un décalage entre les matières enseignées, les façons d'aborder ces matières et les trajectoires de décarbonation de la société que nous sommes censés prendre, notamment, en Europe, pour correspondre au Green Deal (page 23).

En rentrant de la COP 26 de Glasgow en novembre 2021, les cours nous ont paru en inadéquation avec l'ampleur et le caractère urgent des enjeux de la crise climatique. Les exemples donnés aux cours restaient ceux d'une société 'Business as usual' loin des propositions d'adaptation et de sobriété des rapports du GIEC. C'est là qu'est née notre démarche de questionnement et notre souhait d'observer ce qui empêche les hautes écoles et universités de modéliser une proposition ad hoc. C'est à ce moment, qui correspond à une phase de 'sidération', que se profile une première question de recherche qui témoigne de notre souhait d'avancer rapidement. Nous voulions savoir "Comment les communicants d'aujourd'hui peuvent-ils·elles aider à faire changer l'opinion publique sur la question du dérèglement climatique ?".

Grâce au soutien de nos professeurs et de nos pairs, nous avons pu prendre du recul pour analyser celle-ci et prendre conscience qu'il s'agissait davantage d'une question autour des moyens de vulgarisation des rapports scientifiques et de conscientisation du grand public, que d'une proposition pour les futur·e·s communicant·e·s dans une société qui va devoir s'adapter. Étant donné la complexité des moyens de communication, des enjeux économiques et aussi des contenus scientifiques, nous avons transformé cette première question vers la suivante, "Comment les Universités et Hautes écoles francophones chargées d'une formation en communication et journalisme abordent-elles les questions relatives au changement climatique ?".
Préalablement à la rédaction de ce travail et avant de nous lancer dans la lecture de littérature scientifique, nous avons affiné notre recherche à propos du rôle des sciences de l'information et de la communication face au défi de la prochaine décennie. Nous avons constaté, à quel point tous les secteurs de l'économie vont être amenés à devoir s'adapter et réagir. Et par conséquent les communicant·e·s attaché·e·s à ces secteurs également.

De ce fait, nous avons supposé qu'il serait nécessaire de cerner les informations et les connaissances à transmettre aux étudiants pour les préparer à en parler. Connaissant les fonctionnements d'un milieu très engagé, nous savons à quel point les communications des entreprises ou des institutions sont sensibles, analysées au peigne fin et peuvent rapidement faire l'objet de critiques, être accusées de greenwashing ou d'incompétence.

À l'issue de ces réflexions, nous avons fait émerger une question qui permettrait de construire une ébauche de contenu indispensable à transmettre à chaque élève pour qu'une fois diplômé·e, il·elle soit outillé·e pour communiquer en toute connaissance de cause. Nous avons donc résumé notre question de recherche à "Quelles sont les connaissances que devrait acquérir un·e étudiant·e en communication au regard de l'urgence climatique ?"
La question de la formation et des connaissances qui devraient être enseignées pour éduquer les communicant·e·s de demain s'est donc confirmée et est apparue selon nous, comme le berceau de notre capacité à nous adapter. Nous avons effectué un travail d'analyse des données disponibles selon la méthode décrite ci-dessous et avons construit un fil rouge en fonction des obstacles et des lacunes.

Avant-propos

Introduction

Après cette première introduction sur l'évolution de notre réflexion et de notre recherche, nous vous indiquons ci-dessous la structure de notre travail. Nous espérons que vous pourrez consulter ce document en suivant confortablement le fil rouge qui fut le nôtre.

Tout d'abord, pour cerner la problématique générale du dérèglement climatique, nous prendrons le temps dans le premier chapitre de résumer la situation actuelle telle que décrite dans les différents rapports de groupes de travail de scientifiques et d'experts internationaux. Plus encore que le dérèglement climatique, nous avons trouvé nécessaire de tracer un portrait rapide des enjeux qui sont interconnectés à celui-ci. Nous allons explorer successivement des thématiques comme la perte de la biodiversité, les limites planétaires, la raréfaction des ressources, la gestion financière, l'aspect systémique, la justice climatique et les objectifs de la neutralité carbone de l'Europe.

Une fois ce cadre posé, le deuxième chapitre sera consacré à la problématique spécifique de notre travail de recherche. Premièrement, nous nous interrogerons sur la nécessité d'une formation aux objectifs climatiques, nous poursuivrons en observant l'offre des cours ad hoc dispensés dans les hautes écoles et universités en Belgique francophone. Ensuite, nous irons explorer les données chiffrées disponibles quant aux attentes des étudiants dans le cycle supérieur et enfin, nous tenterons de cerner les besoins des entreprises et du marché pour ce type de formations.

Dans le troisième chapitre, nous indiquerons la méthode et la procédure de notre travail, le rapide constat de l'aspect novateur du sujet et donc de la difficulté de trouver une littérature scientifique abondante.

Nous expliquerons également le choix des intervenants et l'élaboration du questionnaire type spécifique aux rencontres des intervenants, en bref la méthodologie de notre recherche et les limites de celle-ci.

Et enfin, dans le quatrième chapitre, nous chercherons à identifier quels types de connaissances autour de l'urgence climatique sont nécessaires pour que le·la communicant·e qualifié·e soit capable de traiter ces sujets dans n'importe quel secteur professionnel.

Grâce aux rencontres individuelles, nous ferons tout d'abord un aparté sur l'acquisition des savoirs, pour ensuite explorer les réponses apportées par les intervenants à notre question des connaissances, mais aussi celle des freins et des moteurs à une transition des programmes éducatifs. Nous terminerons par proposer des pistes d'hypothèse que nous analyserons dans le dernier chapitre de conclusion.

Ne cachons pas qu'au-delà de l'intention de prendre les contours de la question des connaissances, l'objectif de ce travail est notamment d'informer les décideurs du monde académique en sciences de l'information et de la communication à porter de l'intérêt à la formation des questions liées aux enjeux climatiques.

Pour résumer, dans l'ordre, en première partie, nous présenterons la problématique générale et ses enjeux. En lisant la deuxième partie de notre travail, vous trouverez une revue de littérature, de références trouvées sur le sujet. Nous passerons ensuite dans la troisième partie par un temps d'explications sur notre méthode de recherches. La quatrième partie sera consacrée aux résultats des rencontres et à la discussion pour finir par une conclusion.

Liste des abréviations

AR5 : 5e rapport d'évaluation du GIEC
CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique
ECC : Éducation au changement climatique
EES : Établissements d'enseignement supérieur
GIEC : Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat
GES : Gaz à effet de serre
IAE : Écoles Universitaire de Management (France)
IPBES : Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques
OMM : Organisation Météorologique Mondiale
PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RGPD : Le Règlement Général sur la Protection des Données
SDSN : Sustainable Development Solution Network

Glossaire

The Shift Project: est un Think tank qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone. Elle est une association loi 1901 d'intérêt général, guidée par l'exigence de la rigueur scientifique et elle est présidée par Jean-Marc Jancovici et dirigée par Matthieu Auzanneau. Les Shifters ont 3 missions : appuyer The Shift Project dans ses travaux, s'informer, débattre et se former sur la décarbonation de l'économie et diffuser les idées et travaux du Shift. Et aussi 5 valeurs : l'exigence scientifique et technique, l'ouverture, l'impartialité, le professionnalisme et la convivialité. *(Les Shifters : une association pour décrypter les enjeux climatiques, 2023)*

Scientisme: est une opinion philosophique, de la fin du XIXe s, qui affirme que la science nous fait connaître la totalité des choses qui existent et que cette connaissance suffit à satisfaire toutes les aspirations humaines, c'est une forme du positivisme. (Larousse, s. d.)

Millénarisme: ensemble de croyances à un règne terrestre eschatologique du Messie et de ses élus, censé devoir durer mille ans. (Très développée dans le christianisme ancien, la théorie millénariste est réapparue à plusieurs reprises dans l'Église catholique, avec Joachim de Flore, les « spirituels » franciscains, et dans des courants issus de la Réforme : mormons, adventistes, darbystes.) (Larousse, s. d.-a)

Militantisme: est une attitude des personnes qui luttent pour défendre une idée, un parti politique. *(Militantisme, 2023)*

Chapitre 1
La problématique générale

Dans ce chapitre, nous tenterons de résumer la problématique générale de l'urgence climatique et ses enjeux. Conscients qu'un tel sujet ne peut être résumé en quelques pages, nous y avons indiqué des éléments qui, loin d'être exhaustifs, permettent toutefois de cerner rapidement le sujet et de placer le cadre de notre travail.

1.1 Le dérèglement climatique

Même si aujourd'hui le dérèglement climatique commence à être communément admis, en guise d'introduction, nous allons faire un rappel de la situation et des différentes données scientifiques. Les informations sont fournies par le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat, le GIEC.

En guise d'introduction, voici comment le GIEC se définit sur son site traduit en français. Il indique que,

> le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé en 1988 en vue de fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade (Français - IPCC, 2023).

Et plus précisément, nous pouvons lire les informations suivantes sur la composition du GIEC et son fonctionnement, ses organes et son objectif, les informations disponibles sur le site dans la rubrique 'Qui sommes-nous' nous indiquent les éléments suivants,

> le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est le principal organe international chargé d'évaluer le changement climatique. Il a été créé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour fournir au monde une vision scientifique claire de l'état actuel des connaissances en matière de changements climatiques et de leur incidence potentielle sur l'environnement et la sphère socio-économique. La même année, l'Assemblée générale des Nations Unies approuvait cette initiative de l'OMM et du PNUE (*Français — IPCC, 2023*).

L'approche de notre question sera éclairée par les travaux du GIEC et se basera notamment sur les rapports qui permettent de comprendre le dérèglement climatique tant d'un point de vue scientifique, technique que socio-économique, en prenant le Résumé à l'Intention des Décideurs (RDI) comme document de base à notre recherche. Ces extraits vont servir à souligner le caractère urgent de la transformation et l'aspect systémique des causes et solutions. Avant de poursuivre, nous rappelons que le cadre du GIEC est celui-ci,

> un organisme intergouvernemental, ouvert à tous les pays Membres de l'Organisation des Nations Unies et de l'OMM, il compte actuellement 195 pays Membres. Il se réunit au moins une fois par an dans le cadre de sessions plénières auxquelles sont représentés les gouvernements et lors desquelles sont prises les grandes décisions relatives au programme de travail du Groupe d'experts et sont élus les membres et le président du Bureau. Les représentants des gouvernements participent aussi à la détermination des grandes lignes des rapports, à la désignation des auteurs et au processus d'examen, et acceptent, adoptent et approuvent les rapports lors des sessions plénières (Français — IPCC, 2023).

Comme mentionné ci-dessus, nous baserons principalement notre travail sur le contenu du Résumé à l'intention des décideurs (RDI) pour en extraire les éléments substantiels qui permettent une compréhension générale du contexte. Tout d'abord, afin de soulever le doute, nous pouvons noter que les scientifiques du GIEC affirment avec certitude,

> il est sans équivoque que l'influence humaine a réchauffé l'atmosphère, l'océan et les terres. Des changements généralisés et rapides se sont produits dans l'atmosphère, l'océan, la cryosphère et la biosphère. Les augmentations des concentrations de gaz à effet de serre (GES) bien mélangés dans l'atmosphère, observées depuis environ 1750, résultent, sans équivoque, des activités humaines (Français — IPCC, 2021, p. 4).

Ensuite, ces mêmes experts ont pu observer que “Chacune des quatre dernières décennies a été successivement plus chaude que toutes celles qui l’ont précédée depuis 1850” (Français — IPCC, 2021, p. 5).

Afin d’appuyer sur l’aspect systémique de la situation et les conséquences du dérèglement climatique qu’on observe aujourd’hui partout sur le globe, pour l’indiquer, nous choisissons d’extraire du Résumé à l’intention des décideurs les quelques lignes où les scientifiques affirment que,

> le changement climatique d’origine humaine affecte déjà de nombreux extrêmes météorologiques et climatiques dans toutes les régions du monde. Les preuves des changements observés dans les extrêmes tels que les vagues de chaleur, les précipitations extrêmes, les sécheresses et les cyclones tropicaux, et notamment de leur attribution à l’influence humaine, se sont accumulées depuis l’AR5 (Français — IPCC, 2021, p. 8).

Dans ce même article, nous citons les données qui indiquent,

> avec la poursuite du réchauffement climatique, il est projeté que chaque région subira de plus en plus de changements multiples et simultanés de facteurs climatiques générateurs d’impacts. Les changements de plusieurs de ces facteurs seraient plus généralisés pour 2 °C que pour 1,5 °C de réchauffement planétaire et plus généralisé et/ou prononcés pour des niveaux de réchauffement planétaire plus élevés (Français — IPCC, 2021, p. 27).

Les différentes trajectoires envisagées selon nos adaptations et nos comportements humains déterminent la température moyenne globale de la terre et des conséquences qui en découlent. En page 34 de ce résumé, nous pouvons lire les informations suivantes,

> les scénarios d’émissions de GES très basses ou basses (SSP1-1.9 et SSP1-2.6) aboutissent, en quelques années, à des effets discernables sur les concentrations de gaz à effet de serre et d’aérosols et sur la qualité de l’air, par rapport aux scénarios d’émissions de GES élevées et très élevées (SSP3-7.0 ou SSP5-8.5). Entre ces scénarios contrastés, des différences discernables commenceraient à émerger de la variabilité naturelle sur une vingtaine d’années pour les tendances de la température à la surface du globe, et sur des périodes plus longues pour de nombreux autres facteurs climatiques générateurs d’impact (degré de confiance élevé).

L’ ensemble de ces données sur le dérèglement climatique sont des données qui font partie d’une des problématiques auxquelles notre génération devra être préparée, nous allons à présent observer les autres travaux qui permettent de tracer un portrait de la situation et des projections si nous restons sur la même trajectoire.

1.2 La perte de la biodiversité

Au-delà des travaux du GIEC, nous souhaitons également mettre en lumière et bénéficier de l'éclairage des informations amenées par l'IPBES - Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, selon Philippe Grandcolas, directeur de recherche au CNRS à Paris.

> Cette instance s'est constituée à la demande de gouvernements nationaux, dont la France, sous l'égide des Nations Unies en 2012. Elle organise aujourd'hui le travail d'une multitude d'experts et d'expertes sur la biodiversité issue d'un nombre de pays qui va toujours croissant (près de 140 pays à ce jour). Pluridisciplinaire, l'IPBES joue un rôle d'évaluation et de consolidation des connaissances scientifiques, de renforcement de capacité et d'appui à l'évolution des politiques et des actions publiques et privées. Cela se traduit principalement par la mise en place d'expertises collégiales à l'échelle mondiale ou régionale sur des sujets de biodiversité et de services écosystémiques et de leur durabilité. Ces expertises comportent non seulement une analyse de l'état de la biodiversité et de ses services, de ses tendances d'évolution, mais aussi des recommandations sous forme de mesures et de changements à mettre en œuvre par les parties prenantes, au premier chef desquelles, les gouvernements (CNRS, 2022).

Dans le communiqué de presse de l'IPBES du 6 mai 2019 annonçant la sortie du Résumé à l'Intention des Décideurs (RDI), *Résumé à l'intention des décideurs du rapport d'évaluation mondiale sur la biodiversité et les services écosystémiques de la plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques,* résumé d'un document de plus de 1500 pages, nous avons pu identifier les messages principaux et les diverses options politiques votées en séances plénières de l'IPBES.

Nous en avons extrait les indicateurs de la situation actuelle, « *La nature décline globalement à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine - et le taux d'extinction des espèces s'accélère, provoquant dès à présent des effets graves sur les populations humaines du monde entier* ». Dans ce même communiqué, nous pouvons également prendre la mesure des faits dans les lignes suivantes.

> « *Les contributions apportées par la biodiversité et la nature aux populations sont notre patrimoine commun et forment le plus important 'filet de sécurité' pour la survie de l'humanité. Mais ce filet de sécurité a été étiré jusqu'à son point de rupture* », a déclaré la professeure Sandra Díaz (Argentine), qui a co-présidé l'évaluation avec les professeurs Josef Settele (Allemagne) et Eduardo S. Brondízio (Brésil et États-Unis). « *La diversité au sein des espèces, entre les espèces et celle des écosystèmes, ainsi que de nombreuses contributions fondamentales qui proviennent de la nature se dégradent rapidement, même si nous avons encore les moyens d'assurer un avenir durable aux êtres humains et à la planète* » (Communiqué de presse : Le dangereux déclin de la nature: *Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère, 2019).*

Et enfin ces mêmes experts proposent des pistes d'actions aux décideurs, nous pouvons y lire les propositions d'un large éventail d'exemples d'actions en faveur du développement durable, ainsi que les trajectoires pour les réaliser dans des secteurs tels que l'agriculture, la foresterie, les écosystèmes marins, les écosystèmes d'eau douce, les zones urbaines, l'énergie, la finances et bien d'autres. Le document souligne combien il est important, entre autres, "d'adopter une gestion intégrée et des approches intersectorielles qui prennent en compte les compromis entre la production alimentaire et celle de l'énergie, les infrastructures, la gestion de l'eau douce et des zones côtières, ainsi que la conservation de la biodiversité" (CNRS, 2022).

En vue de créer une économie mondiale durable, l'évolution des systèmes financiers et économiques mondiaux a également été identifiée comme un élément clé des politiques futures plus durables. Elle s'éloigne du paradigme actuel trop limité de la croissance économique *(Communiqué de presse : Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère, 2019).*

1.3 Les limites planétaires

Ajoutons à ces deux premiers points, le concept des limites planétaires, présenté par le Stockholm Resilience Center comme *"un ensemble de neuf limites planétaires à l'intérieur desquelles l'humanité peut continuer à se développer et à prospérer pour les générations à venir"*.
En 2009, Johan Rockström, ancien directeur du centre, a dirigé un groupe de 28 scientifiques de renommée internationale afin d'identifier les neuf processus qui régissent la stabilité et la résilience du système terrestre. Les scientifiques Rockström et al. (2009) ont proposé "des limites planétaires quantitatives à l'intérieur desquelles l'humanité peut continuer à se développer et à prospérer pour les générations à venir. Le franchissement de ces limites augmente le risque de provoquer des changements environnementaux brusques ou irréversibles à grande échelle. Depuis lors, le cadre des limites planétaires a suscité un intérêt considérable dans les domaines de la science, de la politique et de la pratique ".

Les neuf limites planétaires identifiées en annexe 1 (Figure 1) couvrent,

> les cycles biogéochimiques mondiaux de l'azote, du phosphore, du carbone et de l'eau ; les principaux systèmes de circulation physique de la planète (le climat, la stratosphère, les systèmes océaniques) ; les caractéristiques biophysiques de la Terre qui contribuent à la résilience sous-jacente de sa capacité d'autorégulation (biodiversité marine et terrestre, systèmes terrestres) ; et deux caractéristiques critiques associées au changement planétaire anthropique (la charge d'aérosols et la pollution chimique) Rockström et al. (2009).

Les chercheurs Rockström et al. (2009) indiquent qu'il existe suffisamment de preuves scientifiques pour faire une première tentative préliminaire de quantification des variables de contrôle pour sept de ces limites et que les deux autres (charge d'aérosols et pollution chimique) devraient être incluses dans les limites planétaires, mais ne sont pas encore en mesure de suggérer des niveaux quantitatifs pour ces limites. *(Planetary boundaries, s. d.)*
Depuis la publication de ce graphique, en 2021, une sixième limite planétaire a été franchie, celle de l'eau douce.

1.4 La raréfaction des ressources et la gestion financière

Après avoir exploré la notion de limites planétaires, nous pensons qu'il est utile pour cadrer notre réflexion de s'intéresser à la notion de la raréfaction des ressources, nous allons aborder celle-ci via la focale de l'alimentation pour élargir ensuite notre perspective vers les marchés financiers. Nous souhaitons apporter cet éclairage qui pourrait déterminer le monde dans lequel les étudiants d'aujourd'hui vont être amenés à vivre et à s'adapter.

D'après les auteurs Després et Bouget (2019) "les ressources limitées sur la planète sont à prendre en compte dans la satisfaction de nos besoins alimentaires et attirent notre attention sur ce point : Les marchés internationaux de produits agricoles ont été financiarisés, donc dominés par la spéculation " (Despres & Bouget, 2019). Leur propos amène une autre notion, qui est celle du lien entre les ressources et la finance, lien qui a pris sa source dans les accords commerciaux et financiers à l'issue de la seconde guerre mondiale.

Une autre notion peut également attirer notre attention et constituer un point d'attention quant aux connaissances à envisager de partager et au contexte à considérer pour pouvoir communiquer. Il s'agit d'avoir à l'esprit, les propos de Després et Bourget (2019), qui indiquent que "jusqu'à présent, la stratégie de la croissance verte, soutenue officiellement par la plupart des États, par de grandes institutions internationales, par les multinationales de l'agrobusiness et les banques, favorise les grandes exploitations agricoles high-tech, à base d'OGM, de produits phytosanitaires, de mécanisation et de robotisation" Ces mêmes auteurs indiquent que dès lors, "la grande dépendance de l'agriculture vis-à-vis des ressources non renouvelables, hydrocarbures, métaux et terres rares indispensables à la haute technologie continue à se renforcer"(Després & Bouget, 2019). Il s'agit d'amener les notions d'un contexte d'agrobusiness et de dépendance aux ressources non renouvelables pour le faire fonctionner, ces mêmes ressources dont nous pourrions être amenés à manquer.

Toutefois, ils attirent notre attention sur une controverse à propos des réserves prouvées de métaux et de terres rares, voici leurs propos,

> les métaux indispensables à la haute technologie sont rares, voire très rares, et les teneurs moyennes des minerais des mines en activité sont en baisse. Leur extraction exige donc de plus en plus d'énergie et les techniques sont de plus en plus polluantes. Pour d'autres, les réserves sont largement suffisantes pour permettre que la recherche-développement mette au point des technologies utilisant d'autres ressources, abondantes, qui pourront se substituer à celles qui nécessitent des ressources rares. Et pourtant, ils soulignent qu'une étude de la Banque mondiale montre que le développement des énergies renouvelables et des batteries, à lui seul, implique une explosion de l'usage des métaux et terres rares, dans l'hypothèse d'une stratégie de limitation du réchauffement à deux degrés (Després & Bouget, 2019). Nous n'explorerons pas davantage cette notion, souhaitons l'avoir en arrière-plan de réflexion à notre démarche.

En réalisant ce travail de recherches d'articles scientifiques, nous avons encore pris connaissance de deux notions qui permettent d'alimenter notre perception et les éléments qui pourraient faire partie d'une contextualisation. En effet, selon les mêmes auteurs, il semble que "l'épandage systématique de nitrate, phosphate et biocides se fait en quantités largement supérieures à ce que les écosystèmes sont capables d'assimiler sans conséquence désastreuse : eutrophisation, pollution des eaux, destruction des terres arables, affaiblissement, voire disparition de leurs fonctions de régulation et de maintien des conditions de la vie, etc." (Després et Bouget, 2019).

Cela signifie selon notre compréhension qu'il y a non seulement une raréfaction des ressources, mais aussi une raréfaction de capacité d'absorption, ils mettent en lumière les éléments suivants : "… la pénurie d'exutoires capables d'assimiler nos diverses pollutions constitue un problème bien plus grave que les éventuelles pénuries de ressources non renouvelables, puisqu'il rétroagit sur la capacité des ressources dites renouvelables à se renouveler effectivement" (Després et Bouget, 2019).

1.5 L'aspect systémique et la justice climatique

Afin d'attirer votre attention sur l'aspect systémique de la situation environnementale, nous avons choisi de citer l'article de Laurent Clerc (2021) repris dans Les Annales des mines. Nous pouvons extraire un passage qui synthétise la situation de la sorte,

> le changement climatique est porteur d'un risque systémique, au sens où il est susceptible d'affecter l'ensemble des pays du globe et des acteurs économiques. La rapidité avec laquelle il s'opère montre que sa dynamique est non linéaire et largement imprévisible. Les phénomènes qu'il déclenche s'auto-alimentent et s'amplifient de manière endogène. Les scientifiques insistent en particulier sur l'existence de points de bascule (tipping points) à partir desquels les effets du changement climatique deviendraient irréversibles et susceptibles de causer des dommages majeurs aux écosystèmes (Clerc, 2021).

Dans ce paragraphe, nous souhaitons mettre en lumière la notion de justice climatique qui tente de comprendre et de tracer un portrait des inégalités. Selon Larrère, C. (2015), "les inégalités environnementales sont les suivantes : les inégalités dans les contributions au changement climatique, les inégalités dans les impacts de ce changement et, enfin, les inégalités dans la façon de se répartir les charges à consentir pour y faire face" (Larrère, 2015).

Afin de clarifier cette notion de justice climatique, nous avons extrait les propos de Michelot, A. (2019) qui selon nous permet d'avoir rapidement un aperçu de cette notion.

> En cherchant à appréhender toutes les dimensions de la vulnérabilité aux changements climatiques, en particulier la vulnérabilité sociale, le concept de la justice climatique contribue à développer notre responsabilité pour faire face à l'urgence climatique. Cependant, dans une démarche opérationnelle, la justice climatique connaît plusieurs approches en fonction de ceux qui s'y intéressent et la revendiquent. De la justice climatique revendiquée pour réparer une dette écologique, à la justice climatique comme principe d'action reconnu et mis en œuvre dans les politiques publiques, de nombreuses perspectives apparaissent pour penser un modèle de développement plus solidaire et respectueux des droits de chacun, y compris des plus vulnérables et des plus démunis (Michelot, 2019).

Notion qui sera utile dans une approche systémique et globale de la problématique.
Ces deux notions nous ont parues essentielles à une compréhension de l'urgence climatique et ses contours sociaux.

Systémique

1.6 L'objectif de neutralité Carbone de l'Europe

Après avoir observé la situation de la problématique globale de l'urgence climatique, nous avons besoin d'interroger sur les réponses politiques à ces constats. Pour ce faire, nous avons choisi de consulter les ambitions européennes et les objectifs de neutralité carbone. Comme nous l'avons brièvement mentionné ci-dessus, conscients qu'il s'agit d'un problème systémique, nous limitons arbitrairement ici notre observation à l'Europe, qui sera le marché dans lequel la plupart des étudiants en Belgique seront amenés à travailler.

Lorsque nous lisons sur le site du Parlement européen que " l'Union européenne s'est engagée dans une politique climatique ambitieuse. Dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, elle vise à devenir le premier continent à éliminer autant d'émissions de CO2 qu'elle en produit d'ici 2050 " (Qu'est-ce que la neutralité carbone et comment l'atteindre d'ici 2050 ? | Actualité | Parlement européen, 2019). Nous nous interrogeons sur les moyens d'arriver concrètement à ces objectifs et nous prenons la mesure de cette politique lorsque, en consultant cette même page, nous lisons que "cet objectif est devenu juridiquement contraignant lorsque le Parlement européen et le Conseil ont adopté la loi sur le climat en 2021 "(Qu'est-ce que la neutralité carbone et comment l'atteindre d'ici 2050 ? | Actualité | Parlement européen, 2019). Cela sous-entend que les lois et les sanctions vont évoluer pour modifier le marché, les échanges, le rapport aux énergies, l'impact carbone de nos activités privées, collectives et entrepreneuriales.

Cette information est corroborée d'une graduation et d'une planification pour remplir cet objectif, on peut lire, " L'objectif intermédiaire de réduction des émissions de l'UE pour 2030 était également mis à jour de 40 % d'au moins 55 % " (Qu'est-ce que la neutralité carbone et comment l'atteindre d'ici 2050 ? | Actualité | Parlement européen, 2019). Les moyens évoqués sur ces pages pour respecter ces mesures contraignantes, plus connues sous l'appellation de "'Fit for 55' ('Ajustement à l'objectif 55') " comprend entre autres des règles sur les échanges d'émissions, les objectifs nationaux de réduction des émissions, l'élimination du carbone dans le secteur de l'utilisation des terres et les émissions des transports" (Qu'est-ce que la neutralité carbone et comment l'atteindre d'ici 2050 ? | Actualité | Parlement européen, 2019).

Faisons à présent état de ce que nous avons retenu de l'ensemble de ces données scientifiques et rapports de groupes de travail. Nous avons pris la mesure de l'urgence climatique, de notre responsabilité, des constats de la sixième extinction de masse, des limites que nous avons dépassées, des ressources qui se raréfient et de l'aspect systémique, de la problématique. Nous avons également pu identifier la nécessité d'adaptation de nos modes de vie, de consommation et de production. Après ce premier chapitre qui permet de cerner le cadre de l'urgence climatique et ses contours, nous allons à présent tenter de tracer ceux de la communication.

Chapitre 2
La problématique particulière et ses enjeux

Après ce premier chapitre, nous allons à présent nous pencher sur la problématique particulière des connaissances nécessaires pour pouvoir communiquer adéquatement au regard de la problématique générale explicitée ci-dessus. En nous interrogeant sur ce qui pourrait répondre à cette question, nous sommes guidés dans notre démarche.
Nous allons tout d'abord extraire quelques notes d'articles scientifiques sur la nécessité de formation des acteurs de demain, ensuite observer les données chiffrées sur l'offre de formation pour ces matières, poursuivre en évaluant la demande et les besoins des étudiants en Hautes Écoles et Universités. Et enfin, tenter d'apporter des pistes de réponses sur les cours qui pourraient satisfaire ces besoins et être adéquats à la transformation de la société.

2.1 La nécessité de formation

Observant la littérature scientifique à propos de l'éducation, de la communication et de l'urgence climatique, nous avons pu voir confirmer ce que nous avions supposé comme une nécessité.
En consultant la publication, L'éducation au changement climatique dans les universités : Un cadre conceptuel issu d'une étude internationale de Molthan-Hill et al. (2019). Nous avons noté que selon leurs travaux de recherches,

> le rôle des universités dans l'éducation au changement climatique (ECC) est d'une grande importance si l'on veut relever les défis scientifiques, sociaux, environnementaux et politiques auxquels le monde est confronté. Notons encore que selon leurs travaux, les futurs dirigeants doivent prendre des décisions en connaissance de cause et le public devra intégrer les outils d'atténuation du changement climatique dans son travail et sa vie privée. Il est donc essentiel de comprendre l'éventail des stratégies d'éducation au changement climatique adoptées à l'échelle mondiale par les établissements d'enseignement supérieur (EES) et d'explorer et d'analyser les moyens par lesquels les EES pourraient mieux relever ce défi (Molthan-Hill et al., 2019, trad. libre).

Toujours selon Moltan-Hill et al. (2019) dans la rubrique, 'Conceptualiser l'éducation au changement climatique', nous pouvons lire que,

> l'éducation au changement climatique est un sujet qui n'a pas fait l'objet de recherches suffisantes. Seules quelques tentatives ont été faites pour conceptualiser l'ECC et définir les aptitudes, connaissances et compétences associées (Mochizuki & Bryan, 2015, trad. libre). Les approches visant à intégrer la ECC sont limitées, fragmentées et souvent axées sur une seule discipline (Hindley et Wall, 2017), (Molthan-Hill et al., 2019, trad. libre).

En consultant l'article L'éducation au changement climatique dans le contexte de l'éducation au développement durable : justification et principes de Mochizuki et Bryan (2015), nous avons pu lire,

Nécessité

>>

> qu'il est urgent que les décideurs politiques comprennent mieux les effets systémiques des changements climatiques dont un schéma est proposé en annexe 9 (Figure 1). Et ce afin d'améliorer les réponses climatiques par l'éducation. Les réalités du changement climatique sont telles que nous devons acquérir de nouvelles connaissances et compétences, tout en modifiant considérablement nos comportements afin de gérer les risques associés au changement climatique et de réduire notre vulnérabilité à ces risques en renforçant notre capacité d'adaptation pour créer des sociétés résilientes (Mochizuki & Bryan, 2015, trad. libre).

Dans ce même article, les auteurs font référence à l'article 6 de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui "demande aux pays de considérer l'éducation, la formation et la sensibilisation du public comme des réponses intégrales aux changements climatiques" (Mochizuki & Bryan, 2015, trad. libre).

2.2 L'offre de formation, études de communication

Après avoir rapidement évoqué la nécessité de construire une offre de formation à la hauteur des enjeux, voilà que nous choisissons de consulter l'offre de cours actuels, et ce, avec une focale particulière sur les études spécifiquement dédiées aux sciences de l'information et de la communication. Pour ne pas influencer notre recherche, nous avons fait le choix de ne pas observer le contenu de chacun de ces cours, estimant que cette tâche pourrait faire l'objet d'un autre travail à part entière.

Pour réaliser cet éventail des formations disponibles, nous avons utilisé un outil construit par les Shifters. Il s'agit du site 'Education4climate.be'. Ce site est construit pour les étudiant·e·s ou futur·e·s étudiant·e·s, afin de leur faciliter l'accès à une liste des cours et formations qui permettent d'avoir un impact sur le climat. La page d'accueil présente : "où étudier, pour contribuer à la transition carbone et avoir un impact sur le climat ?". Sur cette même page, à quatre portes d'entrée permettent à l'internaute de trouver des réponses quant aux formations disponibles. Via un "guide pas à pas", "trouver une formation", "trouver un cours", ou encore "trouver un professeur".

Via l'outil de recherche "Guide pas à pas" celui-ci nous indiquait que 55 formations (dont 31 dans le Brabant Wallon, 22 à Bruxelles et deux dans la Province de Liège) considérées comme des formations en communication. Via l'algorithme, à titre d'exemple, il était mentionné qu'un master en Sciences de la population et du développement (de l'UCL) était une formation en communication. Nous avons fait le choix de limiter notre travail aux formations dont la mention ou la thématique principale était la communication. À savoir un total de 13 formations en bacheliers ou masters. Nous avons donc concentré nos recherches sur les masters ou bacheliers explicitement organisés autour de la communication.

Commençons par ceux repris par l'algorithme via l'outil spécifique "Guide pas à pas". À savoir, le bac en communication pour l'établissement Haute École de la Province de Liège, nous trouvons en bloc 3 un cours repris dans le cursus qui s'intitule 'Communication et vulgarisation : techniques de communication et de sensibilisation liées à la santé et l'environnement', cours de 30h, de 5 crédits. Pour ce bac, un seul cours sur les 44 propositions traite de l'environnement (Bachelier en Communication, 2023). Durant le bac en communication de l'UCL, 3 cours sur 46, abordent les objectifs climatiques (Ucl/adef/pro, 2023). À l'Université Saint-Louis, la formation 'bachelier en information et communication Majeure : Trilingue français-néerlandais-anglais', ne dispose pas de cours qui sont dédiés aux objectifs climatiques et trois cours abordent le sujet (Hallet, 2019).

Pour le 'master en communication à horaire décalé' proposé par l'UCL sur 35 cours, trois cours abordent les objectifs climatiques, tandis qu'aucun ne s'y consacre. Et pour le 'master en communication à horaire classique', aucun cours n'aborde la question, et un cours à option dans la rubrique communication et politique est proposé : il s'agit du cours 'Genre et développement durable'. Et d'autre part, l'algorithme indique que pour un 'master en communication', à l'UCL, un cours sur 103 cours aborde les objectifs climatiques, tandis qu'aucun n'y est consacré (Ucl/adef/pro, 2023b). Selon l'algorithme, le 'bachelier en communication' de l'IHECS propose un cours sur les 51 existants qui est dédié aux objectifs climatiques,

tandis que pour le 'master en communication', le 'master en relations publiques' propose une option en 'Responsabilité Sociale et Environnementale des Entreprises' (RSE) et un cours sur 36 qui aborde la question spécifiquement. Pour le 'master en presse et information', un cours sur 29 aborde la question et aucun cours y est dédié (IHECS, 2023).
Au-delà des informations disponibles sur le site d'Education4climate, nous avons poursuivi notre recherche via les sites des différentes facultés (sans avoir le même accès que sur notre plateforme d'étudiant à l'IHECS où tout est détaillé). Nous avons identifié le 'master en communication' de l'ULB qui selon son programme propose un cours sur 21, intitulé 'Ethical and sustainable marketing' (Catalogue, 2023). En ce qui concerne le 'bachelier en communication' à l'ULB, il semblerait qu'aucun cours sur 29 n'abordent ou n'y est dédié (Catalogue, 2023a). L'ICHEC, offre une formation 'Executive master en marketing et communication', où nous n'avons pas trouvé de cours qui abordent ou sont dédiés aux objectifs climatiques (Executive Master Marketing Communication - En soirée - ICHEC formation continue, 2023). Et enfin l'ISFSC propose un 'bachelier en communication', qui ne semble pas avoir de cours qui abordent ou sont dédiés aux enjeux (Communication - ISFSC, 2023).
En plus d'utiliser le site Education4climate.be destiné aux étudiants, et d'avoir observé les contenus des cours via les sites officiels des universités ou hautes écoles, nous avons pu avoir une vision résumée, grâce aux résultats de l'étude des Shifters, de l'offre de formation sur les enjeux climatiques et environnementaux en Belgique.

Pour déterminer celle-ci, l'équipe bénévole du groupe de travail des Shifters a créé un algorithme qui a permis une analyse automatique des données des différents sites internet des hautes écoles et universités. Prenant certains des Objectifs de Développement Durable comme grille de lecture des programmes et descriptifs des formations proposées. Après avoir analysé près de 90 000 intitulés de cours dans les universités et hautes écoles pour l'année académique 2021-2022, nous pouvons lire les constats suivants : "une offre de cours et de formations limitée et cloisonnée, car seulement 5% des cours traitent des enjeux climatiques et environnementaux" (*Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone, 2022 – p22*). Dans ce même dossier, nous avons pris note que "plus de la moitié des diplômés ne reçoivent aucune formation, même la plus élémentaire, sur les enjeux climatiques et environnementaux" (*Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone, 2022*). Nous attirons l'attention sur ces données, que nous mettons en perspective avec les informations mentionnées en page 16 l'article de Mochizuki & Bryan, 2015. Ce résultat contraste également avec la demande des étudiant·e·s que nous mentionnerons ci-dessous.
Le schéma en annexe 2 (Figure 17) permet d'éclairer le paysage des formations dans les hautes écoles et d'identifier les secteurs d'apprentissage qui n'abordent pas la question climatique. Et selon les auteur·trice·s, ce constat est alarmant, car toutes les composantes de notre société et tous les secteurs d'activités sont concernés aussi bien pour sortir rapidement de notre dépendance aux énergies fossiles et atténuer le changement climatique et des dérèglements environnementaux que pour s'adapter aux changements à venir. Or, de nombreuses disciplines (médecine, psychologie, droit, économie, ...), ne comportent aucun cours qui traite de ces enjeux, et limitent dès lors les secteurs qu'elles irriguent en compétences, quant à leur contribution à la transition vers la neutralité carbone et une société durable (*Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone, 2022)*.

2.3 Les attentes et les besoins des étudiant·e·s

Toujours pour poser le cadre de notre recherche et comprendre le contexte de notre question de recherche, nous avons trouvé utile d'évaluer à quel point les étudiant·e·s se sentent comblé·e·s, concerné·e·s et pris en considération dans le cadre de leurs études à travers le prisme du dérèglement climatique. Nous nous baserons sur des études existantes et la littérature scientifique pour démarrer notre réflexion.
Afin de pouvoir évaluer la demande de la part des étudiant·e·s, nous aurions pu nous baser sur les revendications de ceux-ci à la fin des manifestations de 2019. Toutefois, craignant que ces données soient obsolètes, nous avons préféré utiliser les chiffres des travaux du groupe de travail de 'The Shifters' en mai 2022 qui s'intitule *Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone - former les étudiants des universités et des hautes écoles belges à penser et à agir pour la transition*, rapport final de mai 2022. Un travail élaboré par de nombreux bénévoles de l'ASBL The Shifters Belgium, dont des data scientists, un linguiste, un psychologue, un développeur web et des programmeurs Python.

D'une part, ils ont interrogé près de 600 étudiant·e·s belges afin de connaître leurs attentes en matière de connaissances liées aux enjeux climatiques et environnementaux. D'autre part, ils ont élaboré l'algorithme que nous avons utilisé ci-dessus dans le but d'identifier l'offre des cours avec des objectifs climatiques. Ce qui a permis de disposer d'une base de données conséquente qui permet de dessiner le paysage de l'offre de cours liés à la problématique et de la demande.
Comme nous l'avons indiqué dans l'introduction à ce travail, l'un des moteurs de notre recherche correspond à notre souhait d'acquérir une série d'outils professionnels. Ces derniers permettant de répondre aux changements, adaptations et risques auxquels notre génération va être confrontée. Un grand besoin d'adéquation avec ce que la science indique fut également été un fil conducteur puissant, et l'observation de ce que le dérèglement cause déjà dans le monde achève notre intuition que les formations doivent évoluer.
Au-delà de cette perspective propre, nous bénéficions des chiffres du rapport susmentionné, basés sur des enquêtes réalisées auprès de 582 élèves de l'enseignement supérieur, via les réseaux sociaux et les organisations étudiant·e·s. Les chiffres indiquent que "selon 65 % des étudiants qui ont participé à l'enquête, les citoyens ne sont pas suffisamment informés des causes et des conséquences du changement climatique" (Annexe 3 - Figure 6)" (*Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone, 2022)*.
Nous indiquons cette figure pour illustrer la notion « être informé » ou « disposer de connaissances » selon les étudiant·e·s en supérieur de toutes matières confondues.

Attentes

>>

> Attentes

Nous allons à présent faire un léger détour, sans nous y attarder par les données de la dernière *Enquête climat 2021* initiée par le SPF Santé. Nous trouvons intéressant de mettre en parallèle le tableau en annexe 4 (Figure 2) avec les éléments que nous venons de mentionner. Cette enquête a été réalisée auprès d'un échantillon net de la population belge de 1615 personnes dont 252 de la tranche d'âge de 16 à 25 ans (soit 15,5% de jeunes).

En consultant celle-ci, plusieurs questions s'articulent autour de la perception des questions liées au climat, notamment le type de phénomènes naturels qui inquiètent, les gestes individuels qui sont pertinents, etc. Une question a suscité notre intérêt, la voici : "Si vous deviez vous attribuer une note sur 10, combien donneriez-vous à votre degré d'information concernant les changements climatiques ?" (Service Changements climatiques & Service Public Fédéral - Santé publique, 2022). À cette question des connaissances, les résultats indiquent dans ce rapport que,

> près de trois quarts des Belges (74 %) s'estiment relativement bien/ à très bien informés (note de 6 à 10). La moitié des Belges (51 %) attribuent une note de 6 à 7 sur 10 et 25 % s'estiment bien informés en donnant une note de 8 à 10. Environ un répondant sur quatre (26 %) estiment qu'ils ne sont pas ou mal informés (note de 1 à 5 sur 10). La note moyenne s'élève à présent à 6,4/10. Entre 2005 et 2021, le Belge s'est donc senti – lentement, mais sûrement – mieux informé. Les hommes se disent mieux informés que les femmes, les personnes de 16 à 35 ans mieux que les tranches d'âge supérieures, et les personnes d'un niveau d'éducation plus élevé mieux que celles d'un niveau d'éducation moins élevé. Aucune différence n'est observable sur le plan du niveau d'urbanisation et de la région (Service Changements climatiques & Service Public Fédéral - Santé publique, 2022).

Nous trouvons intéressant d'observer ces chiffres et se demander s'ils peuvent être un indicateur des écarts de perception selon les générations. Comme vous l'avez lu en annexe 3 (Figure 6), dans les travaux des Shifters, nous observons, d'une part, que 65% des jeunes affirment que les citoyens ne sont pas suffisamment informés et d'autre part en annexe 4 (Figure 2), dans l'étude du SPF Santé, trois quarts (74%) de la population qui s'estime bien informée, avec une prédominance des plus jeunes de 16 à 35 ans. Nous nous interrogeons sur ces résultats, que signifient-t-ils à propos des attentes des étudiant·e·s. Indiquent-t-ils a contrario que les tranches d'âge plus élevées, 35 ans et plus, sont les moins informées ?

Et, sans avoir effectué des recherches pour l'affirmer, cette tranche d'âge de plus de 35 ans correspond très probablement à la génération des décideurs économiques, politiques et structurels. A cela s'ajoute aussi la question de perception individuelle d'être suffisamment informé, qu'en est-il ? Savoir que le réchauffement climatique existe est une information, en connaître la complexité et les relations en est une autre.

Nous n'allons pas prendre le temps d'approfondir la question, disposant de ces chiffres durant nos lectures, nous trouvions intéressant d'en faire part à nos lecteurs. Non pas pour affirmer l'une ou l'autre généralité, mais pour nous inviter à porter un regard étonné sur la notion de connaissances, de la perception personnelle d'être informé ou pas et du besoin d'être formé ou pas. Cette parenthèse est aussi l'occasion de rester clairvoyant quant aux chiffres et résultats des études.

Revenons aux données exposées par l'enquête menée par les Shifters, où nous pouvons lire que "pour la grande majorité des étudiant·e·s (82 %), l'éducation est un outil prioritaire face au changement climatique" en annexe 5 (Figure 7) (*Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone, 2022)*. Il semble donc que les étudiant·e·s soient parfaitement conscients de la puissance de l'outil de l'éducation, l'enseignement et la formation dans l'information et l'action face au changement climatique.

Nous avons choisi de consulter une autre figure qui montre en annexe 6 (Figure 9) que, pour 87 % des étudiant·e·s, « les universités belges doivent dispenser des modules d'enseignement sur le changement climatique ». (*Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone, 2022*). Cette information paraît comme un appel du pied de la part des étudiant·e·s et confirme une réelle demande de leur part.

Les derniers chiffres relatifs à cette enquête répondent à la question de savoir à quel point ces connaissances s'avèrent répondre à un besoin et peuvent devenir déterminantes dans le choix d'une offre de formation ou une autre. En effet, nous pouvons lire en annexe 7 (Figure 10) que pour 50% des étudiant·e·s questionné·e·s, l'opportunité d'avoir accès à des formations relatives au dérèglement climatique est un atout et un critère de choix.

Ce résultat est également corroboré, en France, par une large enquête réalisée auprès de 50.000 étudiant·e·s inscrit·e·s dans un établissement supérieur, par la *Consultation Nationale Étudiante 2020 sur les étudiants face aux enjeux climatiques,* (RESES, 2023). Celle-ci confirme que, dans ce pays, la prise en compte des enjeux environnementaux est un indice d'attractivité pour les établissements, pour 78 % des étudiant·e·s (*Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone, 2022*).

Pour apporter un contexte plus large que le public estudiantin, nous apportons l'éclairage des données du Service Public Fédéral de la Santé, et consultons celles du rapport final Enquête sur le climat - 5e édition - automne 2021 où un chapitre est consacré sur le ressenti quant à la question climatique. Nous avons noté que "la majorité des personnes se préoccupe de l'environnement : 73 % des Belges se disent (très) préoccupés par l'environnement". À titre d'information supplémentaire, l'échantillon net de cette étude, soit la base signalée, compte 1 613 enquêtes valides sur une population de 16 à 75 ans, soit le nombre d'en-

quêtes qui ont été traitées et intégrées dans le rapport (Service Changements climatiques & Service Public Fédéral - Santé publique, 2022).

Cela ouvre le sujet des préoccupations et de l'éco-anxiété. Pour pouvoir offrir à nos lecteurs un aperçu de ce phénomène, nous souhaitons apporter un bref éclairage des travaux de recherches du professeur Antoine Pelissolo psychiatre et psychothérapeute et de Madame Célie Massini interne en psychiatrie, de l'impact du dérèglement climatique sur l'état de la santé mentale de la population, celle-ci indique que "la science a prouvé que l'environnement a un impact sur notre santé, tout comme sur nos modes et lieux de vie. Ainsi, un événement climatique extrême (tornade ou tsunami) cause davantage de troubles psychiques que physiques chez ses victimes. À l'inverse, les espaces verts et naturels ont des effets protecteurs réels sur notre bien-être" (« Les émotions du dérèglement climatique », 2022).
Ajoutons à ceci l'éclairage d'une étude récente menée par Marks et al. (2021) The lancet, 2021 opérée sur 10 000 jeunes de 16 à 25 ans issus de dix pays différents (UK, Finland, France, USA , Australie, Portugale, Brésil, Inde, Philippines, etc), les données ont été recueillies sur leurs idées et leurs sentiments concernant le changement climatique et les réponses des gouvernements. Nous trouvons intéressant de prendre la température de la santé mentale des jeunes, nous avons le préssentiment que celle-ci pourrait être déterminante dans leurs choix d'études qui répond plus ou moins bien à leur fournir des outils d'action et une capacité de compréhension des enjeux. Les résultats de l'étude sont les suivants,

> les personnes interrogées sont préoccupées par le changement climatique (59 % sont très ou extrêmement inquiètes et 84 % sont au moins modérément inquiètes) Plus de 50 % d'entre eux ont fait part de chacune des émotions suivantes : tristesse, anxiété, colère, impuissance, impuissance et culpabilité, colère, impuissance, détresse et culpabilité. Une autre donnée peut être prise en compte dans le bref portrait que nous voulons tracer ici. Plus de 45 % des personnes interrogées ont déclaré que leurs sentiments à l'égard du changement climatique ont affecté négativement leur vie quotidienne et leur fonctionnement, et beaucoup ont fait état d'un grand nombre de pensées négatives sur le changement climatique. Les personnes interrogées ont évalué négativement les réponses des gouvernements au changement climatique et ont déclaré plus de sentiments de trahison que de réconfort. L'anxiété et la détresse liées au climat sont corrélées à la perception d'une réponse gouvernementale inadéquate et aux sentiments de trahison qui y sont associés (Marks et al., 2021).

C'est avec ces termes que nous clôturons ce paragraphe concernant les étudiants versus les jeunes dans le contexte du dérèglement climatique. Nous avons observé différentes sources pour tenter de cerner les besoins et les attentes de ceux-ci, voyons à présent brièvement quelles sont les attentes des employeurs et du marché de l'emploi avant de passer au chapitre suivant qui vous donnera un aperçu de notre méthodologie.

2.4 La demande du marché - vers une transition

Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre 1.6, le marché européen ambitionne d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Nous avons consulté le site du conseil européen pour comprendre quels seraient les impacts sur le marché de l'emploi de cette transformation. À la lecture de leurs plans d'actions, nous pouvons citer notamment, à titre d'exemple, une série de stratégies de l'UE en matière, d'adaptation au changement climatique, de biodiversité à l'horizon 2030, «de la ferme à la table", industrielle européenne, de produits chimiques pour le développement durable, forestière et importations sans déforestation.
Au-delà de ces stratégies, les institutions ont également élaboré un plan d'action pour l'économie circulaire, entamer une révision des règles pour les batteries et déchets de batteries, tout en portant une attention sur le fait d'opérer une transition juste et enfin de pouvoir veiller à décarboner la production d'énergie et générer une énergie propre, abordable et sûre (European Green Deal, 2019).

Nous comprenons que ces stratégies d'adaptation assorties de budgets pour les réaliser auront un impact sur la transformation des industries et des entreprises, et par conséquent sur les emplois. Nous avons pu appuyer cette compréhension à la lecture du rapport des Shifters (2022) qui indique,

> les universités et les hautes écoles qui forment ensemble près de la moitié de la population belge, et donc une part importante des travailleurs, cadres, fonctionnaires et élus, ont dès lors un rôle essentiel à jouer. Comme le soulignent de nombreuses organisations internationales, et la Commission européenne en particulier, l'enseignement supérieur constitue un levier essentiel pour développer les compétences nécessaires pour comprendre et agir pour la transition vers une société neutre en carbone et durable, et fournir aux entreprises et à la société tout entière les talents dont elles auront besoin (Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone, 2022).

> Demandes

Il nous semble dès lors pertinent de s'intéresser et d'observer les connaissances globales et particulières à acquérir pour être opérationnels dans son secteur de transition.

Comme nous le disions ci-dessus, cette transition entamée par l'Union Européenne amène à penser que les entreprises vont devoir évoluer rapidement et que la communication également, la demande de connaissances pour les communicant·e·s va être importante, à défaut de faire prendre d'énormes risques pour l'entreprise, la structure ou l'institution.

> Dans le document rédigé par les Shifters (2022), nous notons que, la mise en œuvre du paquet « Fit for 55 » produira ses effets dans les années à venir. Une réduction de 55 % d'ici à 2030 est d'une ampleur telle que tous les secteurs d'activité devront être réinventés, transformés. Ainsi, il faudra compter sur une expertise systémique et organique de l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise, ainsi que sur le développement d'une stratégie intégrant profondément les éléments de durabilité et de soutenabilité environnementale (*Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone, 2022*).

Dans ce paragraphe, nous avons observé que, la demande de formation sur ces sujets est bien présente, qu'il existe peu de références scientifiques en la matière, et qu'il y a une conscience de la capacité du milieu de l'enseignement à former la génération des décideurs de demain. Ensuite, nous avons pu constater que la formation en Belgique francophone, dans le milieu de la communication, reste quasiment inexistante au regard de ces enjeux, pour enfin nous rendre compte que les étudiant·e·s sont inquièt·e·s et demandent à être formé e·s. Pour terminer par le constat d'un marché qui sera forcé d'évoluer et qui aura besoin de compétences adéquates aux nombreux défis de la transition qui nous attendent.

2.5 Hypothèses

C'est ici que nous avons choisi d'émettre nos hypothèses qui seront analysées lors des rencontres avec les experts et professionnels. Nous supposons plusieurs pistes de réponses, premièrement, les connaissances que devrait acquérir un·e étudiant·e en communication au regard de l'urgence climatique, doivent transparaître de manière interdisciplinaire au travers de chaque cours pour répondre à l'aspect systémique de la problématique.

Deuxièmement, les connaissances doivent permettre d'avoir une vision générale du contexte pour répondre à la demande du marché. Au regard de l'offre actuelle de formation, nous supposons également qu'il existe des freins et des moteurs à la transmission de ces connaissances, nous sommes curieux de confronter nos hypothèses à la réalité de terrain.

Hypothèses

Chapitre 3
Méthodologie et ses limites

Avant d'indiquer notre méthodologie, nous souhaitons expliquer le choix de celle-ci. Au début de notre travail de recherche et de collecte de données, même si nous avions pu noter l'importance de l'éducation dans les rapports internationaux des Nations unies et du GIEC, nous avons éprouvé des difficultés à trouver de la littérature concernant notre question particulière. Nous avons donc réagi de la sorte, tout d'abord, nous avons tenté d'extraire les passages de littérature existante dans les articles scientifiques qui se rapprochaient au maximum du sujet sans qu'il en fasse l'objet principal. Ensuite, nous avons consulté les données dans les rapports émis par les groupes de travail du Shift project, notamment des Shifters, qui, même s'ils sont conséquents, n'ont pas fait l'objet d'une révision par les pairs et n'ont donc pas le caractère rigoureux d'un article scientifique. Ensuite, nous avons fait le choix d'aller observer le terrain pour avoir les avis d'expert·e·s et de professionnel·le·s. Voici ci-dessous un descriptif de notre méthode.

3.1 Méthode

La méthodologie que nous avons tentée de suivre pour répondre à la question de mémoire et à nos hypothèses, est celle de la recherche qualitative, et ce, dans une perspective de rester le plus proche possible des réalités de terrain en belgique francophone, afin de pouvoir observer, comprendre, interroger, supposer, analyser et proposer une conclusion.

Pour ce faire, nous avons donc utilisé plusieurs outils, tout d'abord, nous avons fait le choix d'observer des travaux de recherches apportant un éclairage sur la situation, ensuite, nous avons interrogé une série d'experts et d'act·eurs·trices de terrain dans les cercles qui nous semblaient pertinents en lien avec la question. Cette recherche a été menée de façon qualitative, souhaitant pouvoir donner des indicateurs venant de secteurs ou de pays plus avancés, transposables au milieu de la communication, ou à la Belgique. Certains expert·e·s interviewé·e·s s ont été sélectionné·e·s s pour leurs travaux de recherches en lien avec les enjeux de la problématique climatique, d'autres pour leurs initiatives dans leur secteur d'activités, dans une possible transition ou encore pour nous aider à cerner les besoins et les freins.

Au moment de la prise de contact par téléphone, la question de recherche fut expliquée oralement et confirmée par écrit. Un mail récapitulatif a été envoyé à chaque participant afin de lui transmettre préalablement la liste des questions qui seraient posées lors de la rencontre. Cette liste comporte un tronc commun et quelques questions plus spécifiques à l'expertise de chacun. Les rencontres ont eu lieu en visioconférence dans le but de faciliter la prise de rendez-vous, éviter les déplacements, pouvoir enregistrer l'entretien, favoriser la prise de note rapide.

3.2 Procédure

En ce qui concerne la recherche de données quantitatives, nous avons choisi de nous baser sur les travaux réalisés et édités par le monde scientifique, les groupes de travail, ou encore le milieu académique.
Ensuite, pour connaître les besoins et les réalités du terrain, nous avons identifié la question de recherche, nos hypothèses et la série de sous-questions qui en découlent, elles ont servi de base à la rédaction du questionnaire semi-directif personnalisé en fonction de l'activité de chaque expert. Les questions ont été élaborées en contextualisant celles-ci afin de cadrer et de préparer l'échange. Nous avons pris soin d'avoir une attitude remerciante et d'empathie lors de la rencontre, surtout lors de l'expression de difficultés ou de freins.
Nous avons encouragé l'intervenant à émettre des pistes de solutions. En fin de rencontre, une question libre fut proposée afin d'ouvrir le champ des idées, pistes ou freins que nous aurions pu omettre de considérer.

3.3 Le questionnaire et les rencontres

Nous avons commencé par vérifier s'ils·elles avaient pu lire les questions envoyées préalablement par mail, recontextualisant la question de recherche, afin de savoir de quelle façon ils·elles peuvent y répondre selon leur expertise ou expérience.
Dans les annexes, vous trouverez les prises de notes mot pour mot de l'essentiel des différentes rencontres, et ci-dessous les questions élaborées, posées à l'un des intervenants à titre d'exemple.
Après avoir accueilli et remercié l'intervenant, vérifié les informations pratiques, timing, enregistrement, etc. nous avons posé la série de questions suivantes. Certaines questions ont été rédigées en adéquation avec le domaine d'expertise de chacun.
La première question nous a permis d'identifier le domaine d'expertise du participant, en voici les termes. *"Pouvez-vous vous présenter brièvement ? Vous travaillez en tant que, … est-ce bien exact ? Pouvez-vous me décrire plus précisément votre fonction ?* La deuxième question a servi à contextualiser l'entretien et à connaître l'avis de l'expert dans ce contexte. Contexte: observant le GIEC, plus de crises sociales, financières, environnementales, …
Et une question spécifique au secteur de la personne interrogée :
Selon votre expérience, en tant que professionnel des relations publiques, quelles sont les réactions à avoir dans ces contextes de crises ?
La troisième question se base sur une donnée statistique du SPF santé pour cerner les besoins de la population belge, et interroge l'expert sur la question des connaissances nécessaires au regard de celles-ci dans un contexte professionnel.
Sachant que le public est préoccupé par ces enjeux (selon une étude de SPF Santé, 78% des Belges se sentent préoccupés / voire très préoccupés par les changements climatiques - 2021) À votre avis, pour votre fonction, de quelles connaissances faut-il disposer pour que ces réactions soient les plus appropriées pour l'entreprise ou la structure pour lequel ils·elles communiquent ?
La quatrième question est introduite par des éléments du rapport du Think Thank The Shift Project- mai 2022, afin d'évoquer les données chiffrées de la situation dans les universités et hautes écoles, pour ensuite poser la question principale de notre recherche.

Le rapport, The Shift Project « Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone » indique que 12,5 % des masters universitaires et 6 % des formations des hautes écoles, abordent vraiment ces sujets. Plus préoccupant, cette offre d'enseignement reste très cloisonnée aux disciplines scientifiques. → Ce qui m'amène à ma question de recherche qui est la suivante : (Pensez-vous pouvoir y répondre) " Quelles sont les connaissances que devrait acquérir un·e étudiant·e en communication au regard de l'urgence climatique ?" ou "Si vous ne savez-vous pas répondre ? Où iriez-vous chercher cette information ?".

Les experts ont été interviewés individuellement en 'face à face' via le logiciel Teams qui permet un enregistrement et une prise de note automatique de l'entretien, qui ont ensuite été retravaillées selon une restitution mot pour mot. Lors de la rencontre, les questions ont été abordées dans l'ordre du questionnaire préalablement envoyé par mail.
Pour rappel, lors de l'introduction, les éléments de confidentialité, le cadre de l'enregistrement, la notion de RGPD, et de reproductibilité ont été évoqués.

Questionnaire

> Limites

3.4 Limites des rencontres et du cadre de recherches

Ces rencontres ont été réalisées entre mars et avril 2023 à Bruxelles auprès d'un échantillon de professionnels et de scientifiques, dont nous allons extraire le contenu principal. Ces rencontres posent des balises pour élaborer d'autres outils de recherches, servent de prémisses, mais ne constituent pas une vérité scientifique.

Malgré un questionnaire préparé, l'échange a vite pris un caractère plus informel. Prenant une position 'méta' nous pouvons indiquer que la relation de l'interrogeant et l'interrogé a pris plus de place que le fait de s'en tenir strictement aux questions, ce qui justifie peut-être des moments riches de partages, et le choix au fur et à mesure des rencontres, de simplifier nos questions, de les adapter également aux réponses survenues afin d'approfondir les propos. Étant donné le temps limité des rencontres, en moyenne trente à quarante minutes, nous avons fait le choix au fur et à mesure de celles-ci de faire évoluer les questionnaires en les limitant à une contextualisation, prenant plutôt la forme d'un échange individuel, témoignant chacun de leurs compétences et points de vue, nous centrant sur la question centrale de notre travail.

Au fur et à mesure des rencontres, nous avons aussi eu de plus en plus confiance en notre compréhension du sujet et des réponses, identifiant les apports supplémentaires qui enrichissent la rencontre. Ajoutons et ne perdons pas de vue que les intervenants ont donné l'avis éclairé de leur expérience et expertise, selon leur vision du monde et leur compréhension du dérèglement climatique et ses contours. Certains ont eu l'occasion de travailler à la question en profondeur, élaborant des dossiers complets sur la question de transition de l'éducation au niveau supérieur, d'autres ont répondu plus spontanément en fonction de leurs expériences, rencontres et vécu.

Encore un dernier point d'attention, c'est celui de notre parcours personnel. Celui-ci pourrait colorer notre lecture des éléments de réponse, sachant cela, nous avons été attentifs à ne pas apporter de jugements à celles-ci, mais de les utiliser objectivement.

Nous voudrions noter également les limites de notre cadre de recherches, tout d'abord comme nous l'avons mentionné ci-dessus, le sujet n'a pas fait l'objet pour le moment de vastes chantiers de recherches. Ensuite, nous sommes conscients que nous aurions pu élargir nos lectures scientifiques à d'autres sujets qui gravitent autour de notre question, comme, l'évolution de la communication, le fonctionnement d'une structure universitaire, la liberté académique des professeurs en supérieur, l'évolution des compétences, … Autant de sujets que nous avons vu émerger au fur et à mesure de notre réflexion. Par exemple aussi, le point de vue de l'économie en général, qui aurait pu être pris en compte, étant donné l'énorme transformation qui attend nos sociétés et les budgets engagés. Tout en l'ayant en toile de fond à nos réflexions, nous avons considéré que ce sujet devrait faire l'objet d'autres approches ou travaux.

Nous sommes également partis du postulat qu'un·e étudiant·e en Sciences de l'information et de la communication reçoit dans son cursus les éléments nécessaires pour communiquer ou traiter n'importe quel sujet, dès lors, nous avons fait le choix de ne pas aborder la question du 'comment communiquer en cas de crise' ou 'communiquer les changements'. Et plus largement, nous aurions pu explorer la question du rôle du·de la communicant·e, tout comme celle des compétences à acquérir pour communiquer au regard de l'urgence climatique, nous effleurons ci-dessous cette question sans toutefois nous y attarder. Et enfin, si nous observons la question des connaissances avec une vision plus globale, nous constatons que d'autres pistes devront faire l'objet de recherches, il s'agit des pistes pédagogiques pour faciliter la compréhension et transmission de matières complexes, des pistes pour susciter de l'intérêt pour ces matières, des pistes de programmation dans le paysage de formation. Ces questions ne feront pas l'objet de ce travail.

Chapitre 4
Résultats des rencontres et discussion

“ Quelles sont les connaissances que devrait acquérir un·e étudiant·e en communication au regard de l’urgence climatique ? ”

4.1 Préalable

Avant de faire ici le rapport de la succession des réponses reçues lors des interviews, nous souhaitons interpeller le lecteur ou la lectrice sur la notion de connaissances. En effet, même si nous l’avons exploré quelque peu dans notre glossaire, une des réflexions amenée par le rédacteur et pilote du projet, Monsieur François Collard du dossier des Shifters, que nous citons à de nombreuses reprises, dans ce travail, Mobiliser l’enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone, nous a incité à nous questionner sur ceci, en vous invitant à le faire également. Voici ses propos,

> *“ ce que tu retiens vraiment, c’est souvent, soit la personnalité d’un professeur Et ça, tu sais que tu vas t’en souvenir toute ta vie, où ça peut parfois être une activité, ça peut être une sortie au théâtre, ça peut être l’organisation d’un spectacle dans lequel tu t’es impliqué, même une fête d’école ou dans un travail de fin d’étude, etc. [C’est extrêmement important parce qu’il faut] c’est un peu aussi une forme de modestie par rapport à l’idée d’une solution [très] bureaucratique qui consisterait à dire. “ [Oui,] il faut inscrire des éléments, des compétences, il faut pondre, des documents et des rapports”, c’est vrai. Mais en pratique, ce n’est pas ça qui va avoir le plus d’impact. Je dis ça parce que ce qui compte, c’est, [entre guillemets,] d’embarquer les profs là-dedans de manière sincère et aussi personnelle. Puisqu’on, [entre guillemets, on] a la chance que ces enjeux-là sont des enjeux qui ont une composante existentielle et émotionnelle qui est potentiellement très forte. Et ça, c’est un atout parce que je crois que si des étudiants sentent qu’un professeur ou une professeure est vraiment pris “aux tripes” par ces enjeux-là, qui nourrit une vraie inquiétude, par exemple, par rapport à ses élèves qui sont plus jeunes qui vont ressentir les conséquences de manière très forte, ça ce sont des choses qui peuvent vraiment avoir une empreinte”* (Collard, 28 avril 2023).

Des propos qui résonnent et peuvent questionner notre rapport aux connaissances, les moyens de les transmettre, et la perception des contenus de la part des élèves.

Faisons un rapide détour par la Revue hybride de l’éducation (de Champlain, 2022) Les compétences du 21e siècle : associer la pensée à la pratique. Nous avons trouvé intéressant d’évoquer cet extrait,

on peut certes anticiper que l'élève, dans le cadre d'un travail ou d'un projet particulier, devra faire preuve de pensée critique ou de créativité, mais cela nous maintient dans une optique utilitariste et le temps manque toujours pour bien traiter ces dimensions. En revanche, si les élèves ont l'occasion de réfléchir, individuellement et collectivement, au problème effectif rencontré pendant l'activité, ces compétences peuvent les aider à mettre des mots sur leur expérience, à mieux la comprendre. Ainsi, le développement des compétences du 21e siècle peut devenir un objet à la fois individuel et collectif qui prend forme à travers les diverses situations d'apprentissages et les divers enjeux qui les traversent (de Champlain, 2022).

Après cette brève mise en perspective, qui pourrait faire l'objet d'un travail de recherche complet, nous allons à présent organiser les réponses récoltées au cours de nos rencontres selon un fil rouge que nous avons choisi arbitrairement, avec une impression de crescendo. Espérant que vous puissiez, vous aussi, lecteur·trice, vous sentir guidé par ce fil.

4.2 Les connaissances

Pour entamer ce chapitre, nous allons premièrement amener les réponses d'un professionnel du secteur de la communication d'aujourd'hui, et ensuite celles d'une responsable d'éducation en Sciences de l'information et de la communication.

La première réponse que nous choisissons de nommer est celle de Monsieur Denis Dalmans, account director à l'agence Team Lewis, entrée récemment dans le top 30 des agences mondiales, qui nous indique la nécessité de commencer à parler des enjeux dès les études secondaires, il mentionne l'accélération des changements dans le monde du travail et invite les cours à s'y calquer.
Et il répond ceci,

> *"je pense que ce sont des connaissances qui sont, aujourd'hui, absolument nécessaires pour préparer les citoyens de demain. Après, purement sur l'aspect communicationnel, par exemple, l'option que vous avez suivi sur la RSE devrait être suivie par tous les étudiants (en communication). Parce qu'autant il y a 5 ans, qu'une entreprise ait une politique RSE c'était « Nice », aujourd'hui c'est obligatoire !"* (Dalmans, 23 mars 2023).

Sans prendre cela comme représentatif de l'ensemble du secteur de la communication, nous notons toutefois cette évolution des mentalités au sein du monde professionnel.

Ensuite, notre rencontre avec Madame Maas, Directrice de la section Relations Publiques à l'IHECS, et professeure, confirme ces propos sans avoir aujourd'hui une vision claire des connaissances qui seraient nécessaires pour les étudiants·es, voici son apport: *"pour exercer cette fonction, il faut bien comprendre ce qu'il se passe dans le monde. Avoir cette vision un peu stratégique, un petit peu sociale, économique et politique du monde qui nous entoure"* (Maas, 26 avril 2023).
Elle poursuit en indiquant sa démarche pour apprendre comment opérer le changement, et reconnaît devoir se documenter afin d'adapter le programme, et indique,

> *"de quelle matière je ne sais pas, j'ai rendez-vous avec des spécialistes dans quelque temps, justement pour en discuter. En attendant, [cela fait partie], que ce soit en sciences dures ou en sciences humaines, [et ça fait partie,] à fortiori pour moi, en sciences humaines, en philosophie, en sociologie, on ne peut pas passer aujourd'hui à côté de ce sujet. Puisque de toute façon, c'est un sujet qui irrigue les médias, la société et donc il est présent"* (Maas, 26 avril 2023).

Amenons à présent la vision de Noel Baker, climatologue dans les domaines de la science du climat, de la science de l'atmosphère et de la projection climatique. Même si nous avons identifié que madame Baker a maintenu sa position de scientifique, qui cherche à transmettre des informations, au grand public, nous avons trouvé intéressant d'amener sa perspective, qui est celle-ci,

> *"je recommande vivement le rapport du GIEC, bien sûr, mais je pense qu'en ce qui concerne la crise climatique, vous ne parlez pas seulement de la science du climat, mais aussi de l'état général du monde et de la manière dont il est géré d'un point de vue politique, mais aussi sociologique. L'état du climat et l'impact des sciences humaines sur celui-ci. C'est alors aussi un élément à prendre en compte. Je pense qu'il faut se tenir au courant des efforts de politique scientifique en général. Les lois mondiales et européennes, par exemple, la COP 21, 23, 24, etc., il*

est très important de se tenir au courant, car la compréhension de la science n'est qu'un aspect de la situation. Comprendre comment l'humanité réagit à cette situation est l'autre aspect très important qui est peut-être encore plus pertinent pour ce que je pense que vous aimeriez faire avec ces informations" (Baker, 14 avril 2023).

Elle ajoute ceci,

"je dirai que nous pouvons commencer dès le début. Toute personne qui s'intéresse à ce sujet doit avoir des connaissances de base dans certains domaines scientifiques. Il faut donc déjà avoir des notions de physique et de chimie pour comprendre la spectroscopie atmosphérique et pourquoi le dioxyde de carbone est un gaz à effet de serre. C'est une très bonne base pour commencer" (Baker, 14 avril 2023).

Madame Baker, recommande à chaque communicant d'être suffisamment éduqué, elle déclare que beaucoup d'informations sont disponibles pour pouvoir affirmer *"Je comprends suffisamment la science de base pour pouvoir la communiquer et réfuter toute question ou tout déni ?"*, elle indique également, dans une autre partie de la rencontre, la nécessité de former l'esprit critique, voici sa remarque : *"… Il faut aussi faire preuve d'esprit critique et être capable de passer au crible différents types d'informations et d'avoir une compréhension suffisante de la recherche, de la qualité des données et des informations à filtrer"* (Baker, 14 avril 2023).

À la fois climatologue et artiste peintre, Noel Baker, nous exprime son constat sur la difficulté de communiquer des données et les pistes qu'elle explore en tant que scientifique,

c'est l'un des aspects les plus ennuyeux de l'être humain : les faits ne font pas changer les esprits. [Ils ne changent tout simplement pas.] Il a été scientifiquement prouvé que les faits ne changent pas les esprits, mais que ce sont les émotions qui le font, ainsi que la connexion avec les gens, et que la façon dont vous faites ressentir quelque chose à quelqu'un est beaucoup plus importante que les informations que vous lui donnez. C'est une chose que j'explore également dans le cadre de mon travail d'artiste".

Ce qui l'amène à aborder la mission de communication avec la perspective suivante :

"je pense que c'est extrêmement important, et tout communicant efficace sache qu'il faut disposer de plusieurs outils, de plusieurs façons afin d'atteindre les gens. Finalement, que comprendre réellement le public et la meilleure manière de se connecter à lui" (Baker, 14 avril 2023).

Nous marquons un point d'attention, sur cette réponse similaire, en termes d'émotions, à celle de notre premier paragraphe (page 39) où monsieur Collard nous indiquait l'importance du ressenti lié aux connaissances.

Retournons à présent dans le milieu de la communication, de l'enseignement et parlons ici de notre rencontre avec Madame Sybille Mertens directrice du centre d'économie sociale à l'HEC, conseillère de la rectrice en transition sociale et environnementale, et professeur à l'ULg, voici ce qui lui semble évident,

"tous les étudiants qui ont une formation en haute école et université doivent avoir un socle commun de connaissances. Par ailleurs, ces enjeux sont tellement gros et systémiques, qu'il nous faut plusieurs compétences et connaissances en

stock. À commencer sûrement par des connaissances en termes de constats, donc de faits. C'est-à-dire que l'élève est capable de se dire "Je suis au courant, je connais les chiffres du réchauffement, de la perte de la biodiversité et j'ai une culture générale sur ces questions-là… Je comprends que ces causes sont sous-jacentes à ces faits, je comprends qu'elles sont de nature systémique et je suis capable d'appréhender la complexité"(Mertens, 31 mars 2023).

Madame Mertens ayant travaillé à la transition sociale et environnementale de l'ULg, semble avoir appréhendé l'importance de l'aspect systémique de la situation, que nous avons mentionné lors du chapitre 1.5 en lien avec la justice climatique, qu'il ne faut pas négliger.

Par la suite, nous avons interrogé Madame Vinciane Martin, formée en école de commerce et chargée de projet du dossier publié par The Shift project en novembre 2022, *Former les acteurs de l'économie de demain,* permettant de rédiger trois dossiers sur les formations des métiers d'ingénieurs, de gestion et de finance. Sa réponse sur les connaissances se structure en trois éléments clés :

"tout d'abord, premièrement, il faut absolument acquérir des connaissances sur les contraintes physiques (limites des ressources, biodiversité, énergétiques, …), ensuite, deuxièmement, il est essentiel de s'informer autour des objectifs sociétaux, [et ceci fait le lien entre les limites et les enjeux sociaux], et enfin, la troisième notion est celle des leviers institutionnels, ceux des secteurs financiers et économiques, comme humains et techniques" (Martin, 17 avril 2023).

À la notion de conscience de l'aspect systémique, Madame Martin ajoute ici des propositions, une vision et un retour d'expérience issu de seize établissements d'enseignement supérieur en gestion, en France, opérant leur transition, elle ajoute les secteurs et les acteur·rice·s concerné·es, ce qui nous permet d'amplifier la réponse des connaissances.
Afin de changer de perspective et de poste d'observation, nous avons voulu interroger une professionnelle de la communication liée aux questions du climat, Gwenaëlle Dekegeleer, journaliste et responsable d'une cellule de coordination éditoriale climat et environnement à la RTBF, chargée de formation. Sa première réflexion pour donner suite à notre question des connaissances est celle-ci,

"en fait, ça peut paraître un peu abstrait, mais j'ai l'impression que ce qui manque le plus aujourd'hui, c'est de considérer qu'il y a une nouvelle grille de lecture. Et d'en tenir compte dans tout ce que l'on doit produire et créer. Dans la mesure où de plus en plus, en fait, nous allons devoir rendre des comptes. Il y aura, bientôt, un cadre législatif aussi qui va nous obliger à rendre des comptes sur le plan climatique et si vous n'êtes pas au courant au minimum des enjeux, ça ne peut pas fonctionner… L'idée serait de connaître suffisamment les aspects des enjeux pour que cela devienne cette grille de lecture" (Dekegeleer, 20 avril 2023).

Une réflexion qui amène la notion transversale au sein de la communication. À cela s'ajoute une autre notion, qui pourrait être celle de la simplification, voyons les propos de Madame Dekegeleer,

"toute la complexité, justement, de la communication, c'est d'arriver, en ayant une connaissance pointue sur un sujet et réussir à s'adresser au plus grand nombre. Et donc, l'enjeu, il est aussi là, car il faut avoir une connaissance suffisamment fine pour pouvoir avoir le bon intervenant et la finesse nécessaire pour poser une question, comme si elle venait de quelqu'un qui n'a pas réfléchi plusieurs années au sujet" (Dekegeleer, 20 avril 2023).

Cette rencontre amène à la notion de connaissances deux éléments qui peuvent faire l'objet d'attention, il s'agit de transformer notre grille de lecture et d'avoir la capacité de transmettre un message complexe de manière simple.

Nous proposons de passer à présent par les réponses apportées par Madame Laure Englebert, Directrice des études IHECS qui nous répond ceci,

*"je ne connais pas très bien le sujet, donc je ne vois pas quel outil spécifique devrait être utilisé comme outil pédagogique, mais par contre, je pense que ça devrait être une question transversale donc, ne pas avoir à un moment un cours qui parle de ça, mais que la question soit abordée au sein de tous les cours en fait. Je pense que c'est une thématique qui est difficile dans la manière de l'appréhender. Mais si elle doit être transversale, ça demande une réflexion plus globale, ça demande de sensibiliser beaucoup plus de gens" (*Englebert, 25 avril 2023).

Sa réponse souligne plusieurs difficultés et invite également à une forme de transformation structurelle des programmes tout en indiquant les enjeux.

Et c'est peut-être qu'ici, nous pouvons amener la notion apportée par Monsieur Lucas Copetti, professeur du cours de Milieu communicatie à l'Ihecs en première Master, qui partage ceci,

"je pense qu'il y a déjà toute une série de connaissances requises pour savoir 'de quoi' on parle. Et déjà, là, je pense que c'est un premier problème, on rentre dans une certaine complexité… Je pense que c'est plus facile quand on a un diplôme d'ingénieur, quand il faut comprendre les tenants et aboutissants… On a l'aspect technique et après, il y a tout l'aspect politique, croissance ou pas croissance, et si on veut communiquer sur ces questions-là, en fonction de pour qui nous travaillons, si on n'a pas à l'esprit clairement tous les mécanismes politiques, qui sous-tendent ces questions-là, c'est difficile" (Copetti, 28 mars 2023).

Il précise aussi ceci,

"la question des connaissances liées au dérèglement climatique prend ici toute sa consistance et nous donne à entrevoir les freins au changement. Monsieur Copetti confirme la nécessité d'apporter ces connaissances en ces termes: "Même en première année de bac, ça serait intéressant de le placer (un cours général sur le climat) mais sous quelle forme ? Je ne sais pas trop ?" (Copetti, 28 mars 2023).

Et enfin, ajoutons qu'Alexandre Frederick, Directeur IHECS Academy souligne également la nécessité d'un changement structurel que voici,

"dans la manière de communiquer, de pouvoir agir de manière plus durable et plus responsable, ce n'est pas juste de modifier ses impressions, d'en faire un petit peu moins, d'avoir des sites qui sont moins émetteurs, de limiter un tout petit peu sa diffusion médiatique. Je pense qu'il faut que

ce soit un peu plus général et qu'en fait les communicants devraient être plus proches des sciences de la gestion… Je crois que c'est vraiment l'approche systémique qu'il faut défendre, c'est de se dire que ça reste aussi des écosystèmes et que du coup la communication, elle travaille conjointement avec d'autres choses" (Frederick, 11 mai 2023).

Au-delà des retours des interviews, nous avons voulu observer l'avis d'un expert en communication et consulter son ouvrage de 2016 de Monsieur Thierry Libaert, La communication environnementale, quelques lignes de réponses d'une rencontre avec Dominique Wolton. Nous citons les éléments suivants,

"l'écologie hésite entre une critique radicale, un scientisme et un millénarisme. Je préfère la première dimension. Entre le scientisme et les formes de millénarisme ou de militantisme, il y a les connaissances scientifiques sur l'écologie et l'environnement. C'est le plus utile depuis un demi-siècle. Ou plutôt, c'est ce qui permet de nourrir des réflexions, d'alerter et d'élargir les problématiques. Mais ces connaissances scientifiques ne suffisent pas à réduire la place de ces deux idéologies, du scientisme ou du dogmatisme écologique. En réalité, ces connaissances sont « récupérées », intégrées par les deux dérives, interprétées et plus ou moins utilisées en fonction de choix politiques. Ce qui est intéressant, d'ailleurs, avec ces connaissances scientifiques sur l'écologie et l'environnement, c'est qu'elles ont du mal à préserver leur statut autonome de connaissance." L'apport de ce bref extrait ouvre des portes sur une autre notion qui est celle de la récupération des connaissances pour les transformer en outil politique ou ses dérives. Nous trouvions intéressant de mentionner cet apport sans creuser la question qui peut faire l'objet d'autres travaux" (Libaert, 2016).

Dans le rapport du groupe de travail The Shift project, *Former les acteurs de l'économie de demain*, nous prenons note des éléments de connaissances indiqués sur la fiche métier spécifique au métier du marketing, voici les éléments proposés dans le document résumé, voici selon eux, les nouveaux besoins en connaissances: Contraintes physiques et objectifs sociétaux, selon cette source, il s'agit,

de construire d'abord un socle commun, c'est à dire des connaissances de base sur les enjeux écologiques et une compréhension de l'importance de ces enjeux pour nos sociétés, constitue un prérequis essentiel pour intégrer les enjeux écologiques dans les métiers du marketing. Ensuite de pouvoir avoir des notions du système économique et financier afin de créer un socle commun qui permet de connaître les enjeux environnementaux et sociaux de quelques secteurs emblématiques : textile, cosmétiques, production d'énergie, électronique et numérique, industrie agro-alimentaire, construction, transport, plasturgie, tourisme... (Impacts et dépendances liées au climat, aux ressources naturelles, à la biodiversité, à la santé, aux inégalités, etc.) Sans oublier de prendre connaissance du système juridique et normatif, ils entendent par là connaître les normes et les réglementations en lien avec les enjeux écologiques qui ont un impact sur le marketing (protection des consommateurs, devoir de vigilance, décrets pour limiter le greenwashing, etc.). Et enfin, construire un panel de connaissances autour de la psychologie et sociologie du changement en proposant un socle

commun qui permet de connaître des biais cognitifs, des erreurs de perception et d'attribution : ancrage, cadrage, erreur fondamentale d'attribution, effet de halo, etc., en particulier les biais qui peuvent influencer les comportements des consommateurs. Mais aussi de connaître l'utilisation des leviers psychologiques et sociaux du marketing (publicité, nudges), leurs intérêts et limites opérationnelles et éthiques, et des exemples d'applications pour répondre aux enjeux écologiques (The Shift Project, 2023).

À cette liste, les rédacteurs du dossier - The Shift project - indiquent "avoir conscience qu'il s'agit d'une partie d'informations que des étudiants n'ont pas l'habitude de devoir aborder dans certains domaines d'études, mais qu'il est indispensable d'en connaître les grandes tendances afin de pouvoir comprendre l'ensemble des enjeux" (The Shift Project, 2023).

Après avoir sélectionné les éléments les plus pertinents à cette réponse à propos des connaissances auprès des personnes rencontrées et avoir tenté de mettre en avant des éléments de littérature dans ce même contexte, pour ouvrir le champ d'observation, nous allons à présent questionner les freins et les moteurs à la transition et la mise en action de ces propositions.

4.3 Les freins

Ce chapitre est consacré à une exploration préalable à notre hypothèse et servira celle-ci. En effet, au regard des connaissances à transmettre mentionnées ci-dessus, l'ampleur de la tâche et l'urgence de la situation, nous avons voulu interroger les différents experts ou acteurs de terrain sur les freins à une transition, une mise en place pratique de ces notions. Parce que selon nous, la question de notre recherche est bien d'identifier les connaissances que devrait acquérir un·e étudiant·e en communication au regard de l'urgence climatique.
Il nous a semblé toutefois nécessaire d'étendre notre travail sur les moyens d'initier les opportunités de les transmettre. Il nous a donc paru utile de comprendre ce qui se joue.
Pour entamer cette exploration, nous avons trouvé intéressant de nous pencher sur les propos de Madame Sybille Mertens, qui suggère de prendre le pouls auprès de professeur·e·s et de responsables de section, voire d'établissements, voici les questions proposées: *"De quoi avez-vous besoin pour que ça arrive [quoi]? Quel est le besoin d'un professeur responsable du programme pour que dans 5 ans, on puisse dire «on l'a fait "* (Mertens, 31 mars 2023). Ce premier questionnement va servir de fil conducteur à notre analyse de réponses récoltées auprès des personnes interrogées.
Nous allons passer des freins personnels aux freins institutionnels, passant par les constats du rapport du groupe de travail The Shift project,
en terminant par les apports de professionnels de la communication en fonction.

Le premier frein individuel qui pourrait sembler important est celui du temps.
Nous souhaitons partager préalablement la réflexion de Monsieur François Collard, qui ose remettre en perspective d'autres notions derrière, l'excuse du manque de temps.
Il nous indique,

> à quel point, c'est un rapport aux choix et aux priorités, *"La question du temps, j'ai réalisé, c'est comme toujours, en fait, une fausse question… c'est une question de priorité".*
> Il illustre cette notion par deux exemples, "*Un professeur à qui on annonce qu'un proche à un cancer en phase terminale, [il va,] il va trouver plein de temps pour s'occuper de cette personne"* ou encore *"un enseignant passe plusieurs moments par an, quelques jours dans des congrès internationaux. … L'enseignant qui y va, pense que ce sera très important pour sa carrière, et qu'il va apprendre des nouveautés, alors qu'en réalité, la moitié de la salle s'endort à des présentations qui sont mal faites. Donc, je crois que c'est un faux problème"* (Collard, 28 avril 2023).

Toutefois, regardons ci-dessous dans l'étude 'Former les acteurs de l'économie de demain' si le temps est un frein évoqué par les professeurs pour opérer une transformation. Dans le sondage qui comptabilise 489 réponses d'enseignant·e·s issu·e·s de près de 30 établissements, écoles de management, IAE et universités, dont la majorité des répondant·e·s sont des enseignant·e·s-chercheur·euse·s, voir en annexe 11 (Figure 4), nous observons les réponses à la question "de quoi auriez-vous besoin pour intégrer davantage les enjeux écologiques dans vos cours ? ". Les résultats sont indiqués de la sorte : "Environ la moitié des enseignants disent avoir besoin davantage de temps

pour intégrer plus les enjeux écologiques à leurs cours. À ce premier besoin, c'est une nécessité de formation ainsi que le besoin d'échanger avec ses pairs qui émerge", voir en annexe 10 (Figure 10), (The Shift Project, 2023).

À ceci, nous pourrions ajouter un autre frein individuel qui appréhende la notion de la réputation de l'enseignant, du chercheur ou de la faculté, en lisant les mots de Madame Vinciane Martin qui nous dit: *"typiquement, il y a cette question de la valorisation de la recherche dans des revues bien classées versus la valorisation de l'enseignement"* (Martin, 17 avril 2023). Elle nous indique *"à quel point la recherche est bien plus valorisée. De ce fait, les enseignants chercheurs sont poussés à le faire et à passer beaucoup de temps sur leurs recherches, ce qui apparaît dans des revues bien classées"* (Martin, 17 avril 2023). Nous pourrions faire ici, un lien avec la notion de priorité amenée en début de ce chapitre. Quels sont les choix des professeur·e·s au regard de leur carrière, de leur position, voici sans doute des questions qui peuvent interpeller et servir de point d'observation. Les propos de Monsieur Alexandre Frederick, Directeur IHECS Academy confirme cette notion de valorisation, et déplore de ne pouvoir construire davantage de collectif, il explique, *"c'est la problématique du monde professoral, académique et scientifique, c'est qu'ils veulent sortir des publications et que c'est comme ça qu'ils se valorisent"* (Frederick, 11 mai 2023).

La chercheuse et climatologue Noel Baker ajoute la notion des principes idéologiques. Cette dernière porte à réfléchir sur les idées qui peuvent entraver un développement d'autres modèles de cours. Madame Baker attire notre attention sur ceci, "*... "il existe un certain degré de déni ou de volonté de ne pas croire ou comprendre la crise climatique, ce qui influe fortement sur la manière de la communiquer et d'influencer ou de changer l'esprit des gens" (Baker, 14 avril 2023). Cela pourrait-il arriver que certains professeurs ne souhaitent pas faire évoluer leurs cours par idéologie ? Pour illustrer ses propos, elle nous cite un exemple exposé lors de son doctorat, "une personne fortement religieuse peut ne pas penser que la crise climatique est un problème parce que Dieu nous sauvera, que l'humanité n'a pas à essayer de changer le monde ou qu'elle n'en est même pas capable, parce que seul Dieu est assez grand pour changer le climat de toute la terre"* (Baker, 14 avril 2023). Même si sa réponse concernait plutôt les obstacles à la communication de faits concernant le dérèglement climatique, nous avons trouvé intéressant d'insérer un aparté sur cette notion des croyances et du scepticisme.

Elle termine en confirmant, *"en communiquant sur la crise climatique, vous luttez donc non seulement contre la compréhension des faits et de la science, mais aussi contre les croyances, les convictions religieuses ou la vision du monde d'une personne qui pourrait s'y opposer. C'est donc, je dirais, un obstacle majeur à prendre en compte lors de toute communication sur le sujet"* (Baker, 14 avril 2023).

Revenons à François Collard qui identifie également un frein sur le fonctionnement des universités et le cloisonnement de ces structures, il nous fait remarquer,

> *"au niveau des universités, il y a un problème, on pourrait presque dire que si l'université fonctionnait différemment, peut-être qu'on n'aurait pas de problème climatique. Pourquoi je dis ça ? Je dis ça parce que le problème climatique est un problème qui est très systémique et au fond, toutes ces crises environnementales sont profondément alimentées par le fait que chacun fonctionne en silo, est dans sa bulle, etc. Or toute cette dynamique, elle démarre à l'université, je veux dire, nous avons chaque cours qui est déconnecté de l'autre, et même au sein de la faculté "* (Collard, 28 avril 2023).

Ensuite, il nous explique les cours qu'il a suivis lors de sa formation d'ingénieur, sans jamais être amené à s'intéresser à des cours liés au social ou à la diversité, et poursuit en expliquant ses propos, *"Ce que tout ça veut dire, c'est que ces universités et hautes écoles sont incapables de fournir un enseignement qui est systémique et multidisciplinaire. Et c'est ça qui, quelque part, contribue aussi à nous mettre dans cette situation grave"* (Collard, 28 avril 2023). Cette réflexion fait écho aux propos de Vinciane Martin cités ci-dessus, il s'agit donc de manque de dialogue entre les facultés et hautes écoles, qui sont peut-être sous-tendues par des aspects économiques liés au fonctionnement structurel et financier des institutions. Classement, nombre de diplômé·e·s, nombre d'inscrit·e·s, meilleur rendement de placement dans les entreprises, classement international, etc. Ce sont probablement des critères qui mettent les institutions en concurrence plutôt qu'en collaboration, nous ne nous attarderons pas sur ces points malgré qu'ils méritent d'être explorés pour favoriser la transition.

Madame Vinciane Martin, explique que les incitants à une transformation ne sont pas présents,

> les institutions en tant qu'organisation, quoique les établissements en tant qu'organisation, n'ont pas forcément intérêt à, enfin ne sont pas incitées à mener des transformations d'ampleur sur la qualité et le contenu de leur enseignement, simplement parce que c'est bien de former ses étudiants aux enjeux de maintenant et de demain, et du coup au-delà des freins représentés par des personnes, des professionnels ou des étudiants qui vont être réfractaires sur le fond du sujet (Martin, 17 avril 2023).

Nous avons mentionné ci-dessus la notion de valorisation et de réputation, Madame Martin amène la notion plus structurelle de celle-ci. En effet, elle indique que "les enseignants chercheurs sont poussés à faire, [. Voilà] à passer beaucoup de temps sur leurs recherches et dans des revues bien classées qui ne valorisent pas forcément l'interdisciplinarité…" (Martin, 17 avril 2023). Pourrions-nous comprendre ici une notion de compétition entre les institutions et les chercheur·euse·s attaché·e·s qui ont parfois une attitude marchande et cherchent à se démarquer des autres par des propositions plus valorisantes.

> Freins

Madame Sybille Mertens, directrice du centre d'économie sociale à l'HEC, conseillère de la rectrice en transition sociale et environnementale, et professeur à l'ULiège, nous décrit la situation actuelle suivante, *"Si aujourd'hui un collègue veut changer ses cours, et enseigner ces compétences, de manière systémique (pas juste marginale) ça entraine de gros changements et pour être franc sur ces gros changements on n'est pas très outillé "* (Mertens, 31 mars 2023).

Dans la suite de ces propos, on peut identifier à quel point une partie des connaissances à enseigner ne sont pas disponibles, elle témoigne,

> *"c'est-à-dire que cela fait 20 ans que je donne des cours là-dessus, je suis une chercheuse de base et je n'ai quasiment pas rencontré de personnes qui ont fait mieux où je me suis dit, "Oui, lui ou elle, je vais prendre son outil et son manuel et je vais l'appliquer". Cela n'existe pas. Donc les recettes, on ne les a pas. "C'est ça le défi énorme, il ne suffit pas d'aller chercher les bonnes recettes et puis de les appliquer dans nos cours"* (Mertens, 31 mars 2023).

Puis, Madame Mertens nous fait part d'un aspect intéressant à propos des connaissances à transmettre ou pas, *"Au niveau de ma fac, ma propre rectrice me dit " il ne faut pas faire peur aux étudiants. Là où je lui réponds "On ne peut pas faire peur aux étudiants, mais le constat est quand même terrible"* (Mertens, 31 mars 2023).

Ensuite, nous avons retenu cette information qui peut interpeller les universités et hautes écoles, voici ce que nous explique Madame Mertens : *"L'autre défi, ce sont les étudiants ... quand j'ai créé mon cours à l'époque, il s'appelait,"Management des entreprises sociales", quand on avait beaucoup de succès, on arrivait à attirer 15 étudiants. On a mis ensuite "Management des entreprises sociales et durables" on a eu 40 étudiants. Si demain, je mets, "Durabilité et entreprises" j'en aurais 60... Parce que je ne pense pas que tous les étudiants, en particulier ceux de gestion, aient pris la mesure des changements qui sont attendus" (*Mertens, 31 mars 2023).

Pourrions-nous nous poser les mêmes questions dans les sciences de l'information et de la communication, quel est le niveau de conscience des futurs communicant·e·s ?
Nous comprenons ici l'importance de l'intitulé du cours et de sa portée sur les étudiant·e·s.

Un autre concept autour de la transition des cours, amené par Madame Mertens est celui des choix des institutions. Chacune est une entité disposant d'une éthique et d'une stratégie propre. Et voici qu'elle exprime, *"une autre difficulté [,qu'on va avoir, et en particulier] pour des institutions d'enseignements, c'est que, [selon moi,] il y a des tas de cours qu'on devrait arrêter de donner. Mais qui suis-je pour aller dire à un collègue, au hasard, qui travaille sur l'économie de base où l'entreprise est là pour maximiser le profit pour l'actionnaire. [Oui, moi], je crois qu'il faut arrêter ça immédiatement… mais comment est-ce qu'on fait pour arrêter le nuisible, ça je n'en sais rien ?"* (Mertens, 31 mars 2023).

Vaste question, en effet, comment oser l'amener au sein d'institution parfois vieille de plusieurs siècles et dont les fondations sont scellées dans le marbre. Madame Mertens évoque cette idée qui constitue au regard des enjeux un vrai défi. Un défi qui enclenche une série d'interrogations sur l'emploi de ces professeur·e·s, leur formation, leur liberté académique, la demande des entreprises. Un question qui se prolonge en se demandant d'où vient le changement ? Et qui est suffisamment légitime pour interdire d'enseigner des notions qui vont à contresens de la transition ?

D'après une autre perspective de Madame Élise Maas, la section relations publiques de l'IHECS est prête, voici sa réponse à la question des freins. *"Non, quand j'ai lancé cette option (l'option RSE en master 2 Relations Publiques) il n'y avait aucun frein. Je l'ai plus lancée grâce à l'initiative d'un collègue, Adrien Jahier parce que je savais qu'il avait ces compétences, [là et] je me suis dit, que ça pouvait être intéressant de créer quelque chose autour de ces compétences et puis, qu'il y avait ce besoin"* (Maas, 26 avril 2023).

Les propos d'Alexandre Frederick apportent un nouvel éclairage sur les freins, en indiquant que selon lui, c'est *"le fait de ne pas avoir les bonnes connaissances ou que ce ne soit pas avalisé, donc qu'on ait un petit peu peur de dire des conneries"* il poursuit en affirmant, "*c'est très bien qu'on ait mis une étiquette sur le greenwashing, mais à force de la mettre plus personne n'ose avancer ! "*, sa réflexion sur les freins se termine en répétant par ces propos,

> *"on a vraiment très peur, … d'avoir un spécialiste qui nous tape sur les doigts en disant qu'on dit n'importe quoi. Et je pense que le problème principal est là-dedans, c'est le fait qu'il n'y ait pas de vrai socle établi, que ce soit tellement mouvant et qu'on n'ait pas les connaissances qu'il faut. On craint de poser les choses devant les étudiants, et on continue à quand même communiquer sur des vieux modèles scientifiques de la communication"* (Frederick, 11 mai 2023).

4.4 Les incitants

Pour analyser les incitants au service de la transition dans les universités et hautes écoles, nous allons prendre le parti de commencer par présenter la perspective de deux professionnels de la communication en fonction, pour ensuite comprendre quels seraient les moteurs d'un changement des formations.
Commençons par les propos de Monsieur Denis Dalmans, Account Director, chez TeamLewis, qui cite l'exemple d'un de leurs clients, l'entreprise de mobilité Bolt et affirme *"c'est une entreprise qui a compris la tendance et avance dans la bonne direction. Effectivement, cela correspond aux demandes environnementales et de mobilité. Elles s'inscrivent déjà dans leur temps et dans le courant dans lequel il faut aller "* (Dalmans, 23 mars 2023).

À propos de l'évolution du contexte, il déclare voir de plus en plus d'entreprises qui font appel à des cabinets extérieurs, et que la politique RSE évolue énormément.

> Il y a de plus en plus de cabinets pour ces enjeux, et c'est nécessaire, car tout le monde n'est pas expert. Il exprime que même des entreprises qui travaillent dans le traitement des énergies fossiles, se rendent bien compte des impacts environnementaux, mais aussi qu'il faut changer de modèle, puisque les financements pour les énergies fossiles tels que le pétrole et le gaz vont disparaître (Dalmans, 23 mars 2023).

Malgré son propos mentionné dans les premières lignes du chapitre 4.2, il exprime aussi que,

> les profils des étudiants en communication ne doivent pas avoir de connaissances environnementales, ils ont besoin d'avoir aujourd'hui un profil « éveillé », une sorte de conscience générale du monde qui l'entoure. Il indique que cela concerne l'environnement, autant que l'actualité, par exemple savoir qu'un rapport du GIEC est sorti et que les politiques font la politique de l'autruche, etc.

et confirme à la fin de notre entretien que si l'on doit retenir un élément, c'est celui-ci : *"oui, les entreprises se rendent compte qu'il y a une urgence et qu'il y a du travail ! "* (Dalmans, 23 mars 2023).
Rappelons brièvement en quoi consiste ce travail à venir, pour ce faire, nous nous référons aux textes du Green Deal européen, "la Commission européenne a adopté une série de propositions visant à adapter les politiques de l'UE en matière de climat, d'énergie, de transport et de fiscalité en vue de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Le Green Deal pour l'Europe créera de nouvelles possibilités d'innovation, d'investissement et d'emploi, et il réduira les émissions, créera des emplois et stimulera la croissance, luttera contre la précarité énergétique, réduira la dépendance énergétique extérieure, améliorera notre santé et notre bien-être" (*Qu'est-ce que la neutralité carbone et comment l'atteindre d'ici 2050 ? | Actualité | Parlement européen,* 2019).

Notons encore une autre perspective du monde professionnel, et ce qu'indique la journaliste Gwenaëlle Dekegeleer à propos d'une entreprise de média généraliste, elle explique,

> *quand je parle avec le groupe TF1 qui est un groupe privé, il s'avère qu'ils sont vachement avancés sur les questions de formation des journalistes. Ils le font notamment pour répondre aux demandes des différents investisseurs. Leur optique reste : "ayons une longueur d'avance sur ce qui va d'office nous être imposé dans quelques années. Et il est, par conséquent, évident pour moi, que cela va arriver chez nous à la RTBF* (Dekegeleer, 20 avril 2023).

À la question des moteurs, nous notons que Madame Dekegeleer indique, *"pour moi, c'est vraiment qu'au niveau des études, j'ai l'impression que le milieu académique doit avoir une longueur d'avance considérable sur le cadre législatif qui va arriver, rapidement* " (Dekegeleer, 20 avril 2023).

Passons à présent en revue, les différentes rencontres et les réponses à la question des leviers pour transformer l'enseignement supérieur, la majorité des réponses sont des leviers personnels de professeurs quant à leur pratique, et d'autres sont plus structurelles. Nous allons commencer par les leviers structurels pour finir par les leviers personnels.

D'un point de vue structurel, Madame Vinciane Martin, chargée de projet du rapport F*ormer les acteurs de l'économie de demain*, apporte un éclairage structuré des prérequis à la transformation des enseignements. Elle souligne premièrement la nécessité de verbaliser un message qui semble évident, mais qui en réalité ne l'est pas celui d'affirmer *"qu'il a un grand besoin de transformation des formations"* (Martin, 17 avril 2023). Deuxièmement, Madame Martin continue dans ce sens en expliquant la nécessité de la refonte complète de l'enseignement, en confirmant "*qu'il est urgent de complètement repenser la manière dont on donne les cours, la manière dont on travaille, les disciplines qu'on enseigne"* (Martin, 17 avril 2023). Elle nous explique que beaucoup de professeurs sont satisfaits si un cours de RSE ou de développement durable existe dans leur section et répète *"on est vraiment très loin d'une transformation des formations à la hauteur"* (Martin, 17 avril 2023).

Et troisièmement, elle attire notre attention sur le rôle de chacun dans une université ou une haute école, quelle que soit la fonction de l'individu. Elle explique *"La direction se doit, par exemple, de proposer des formations aux profs, voire enfin, dans l'idéal, de rendre obligatoire des formations, et puis autour de l'établissement, l'État. Les accréditations, les classements, les entreprises ont aussi un rôle à jouer [. Par ce qu'elles sont], elles orientent beaucoup les contenus des formations, même si les professeurs, évidemment, ont un rôle à jouer. Tout le personnel de l'administration et de la direction ont un rôle à jouer aussi"* (Martin, 17 avril 2023).

Selon son point de vue, ce sont ces trois notions qui doivent d'abord faire consensus, pour ensuite pouvoir se mettre à l'ouvrage, *"se poser la question du comment, qu'est-ce qu'il faut enseigner, comment il faut le faire. Et là, il n'y a pas de réponse facile [en fait]. Enfin, nous, proposons des pistes, que les enseignants et acteurs du milieu académique doivent s'approprier et se réapproprier "*.

Comme le mentionne Madame Martin, nous avons constaté que la conscience en général augmente et que certains professeurs proposent des cours relatifs à cette transition. Monsieur Lucas Copetti, qui donne le cours de "Milieu commmunicatie" et s'interroge parfois des contenus à amener ou pas, et affirme : *"Après inévitablement, j'ai pu constater, depuis 10 ans, une prise de conscience plus importante "*et ajoute "*Je constate aussi que pour pas mal d'étudiants, c'est une priorité sociétale "* (Copetti, 28 mars 2023). Madame Sybille Mertens, pense que pour faire évoluer les cours, un des facteurs levier est le temps de travail accordé par la structure aux professeurs *"J'ai beaucoup de contact avec Education4Climate, et ce qu'il faut maintenant, c'est donner des incitants aux professeurs pour changer, et le premier incitant, c'est le temps"* (Mertens, 31 mars 2023).

D'autre part, Madame Martin souligne que "*de telles transformations ont besoin de quelques individus très motivés au sein de leur organisation*" elle entend par là, des personnes motrices qui font intervenir des initiatives telles que les propositions du groupe de travail des Shifters, et qui "essaient d'aller plus loin" (Martin, 17 avril 2023).
Madame Sybille Mertens apporte quant à elle une réflexion pratique au changement "*Nous pourrions imaginer de dire à ces personnes : nous te retirons un cours et te donnons du temps, cela enlève un frein et nous te donnons les ressources pour avoir les bases* " (Mertens, 31 mars 2023). Elle suggère également une série d'idées qui soutiennent la transition, par exemple : *"encourager les profs à avoir un engagement citoyen, qui va être reconnu et soutenu par son établissement"*. Et enfin, elle souligne que *"c'est très lourd pour une seule personne, car ici, il faut réinventer"* (Mertens, 31 mars 2023).
Elle propose un élément, soutenant cette difficulté, qui nécessiterait des budgets de projets interdisciplinaire de transition, selon elle, "*c'est la discussion de professeurs du même domaine, entre faculté et inter-établissement, qui pourraient être une piste* " (Mertens, 31 mars 2023).
Dans les propos de Madame Élise Maas, nous trouvons la notion de travail d'accompagnement des entreprises en transition, former les étudiants à ce genre de sujet pourrait s'avérer utile pour ces futurs communicant·e·s.
Elle souligne être en pleine réflexion quant à la construction d'une nouvelle option, dans le master en Relations Publiques où elle est présidente, autour des transitions sociales, économiques et environnementales. Cette notion d'adaptation au travail est importante, puisque le travail est en constante évolution. Selon elle, *"... ça fait partie de la durabilité, d'un travail un peu différent, d'une écologie du travail si on veut. L'idée, ça serait que les gens qui suivent cette option, puissent être des communicant·e·s., certes, mais des communicant·e·s. qui vont accompagner les entreprises dans leur transition* " (Maas, 26 avril 2023).

Pour Monsieur François Collard, rédacteur du projet Education4climate, les directions sont essentielles dans cette transformation, selon lui, *"elles se doivent d'imposer les formations et les démarches. En disant, nous avons organisé une journée sur le thème de la durabilité et vous y allez"* (Collard, 28 avril 2023). Il entend par là que les structures peuvent initier les outils d'information des professeurs et qu'il serait judicieux de les rendre obligatoires.
Pour apporter un éclairage plus centré sur le professeur que sur la structure nous terminerons le tour des réponses par le témoignage de Madame Sybille Mertens qui explique le vécu d'un professeur et de ses contraintes, si elle doit évoluer dans son cours vers une matière qu'elle ne maîtrise pas, elle s'empresse d'aller se former et indique avec humilité son niveau de connaissance aux étudiant·e·s, et propose de dire qu'elle n'est pas beaucoup plus spécialisée qu'eux - " *Voici, quelques bouquins que l'on va les lire ensemble , il s'agit là de pouvoir prendre une posture qui est celle d'accepter que les professeurs ne savent pas tout* " (Mertens, 31 mars 2023).

> Incitants

Ajoutons aussi ici les propos de Monsieur Frederick, qui propose de considérer la mise en place *"une plateforme d'éducation en ligne qui soit modérée par tous… ajouter à des choses qui existent déjà … avec une base de socle fixe et un peu plus vulgarisée"* (Frederick, 11 mai 2023). D'après Madame Englebert, il s'agit bien d'incitants qui doivent émaner de la structure, voici ses termes: *"Je dirais que c'est une question qui doit être portée où dont l'initiative revient aux autorités de l'institution. Alors que ce soit, via des initiatives à l'intérieur de l'institution qui sont soutenues par les autorités (et c'est la meilleure des formules), ou qu'il n'y a pas d'initiative qui naissent, et alors là, je pense, que ce sont les autorités de l'institution qui doivent prendre ça en main"* (Englebert, 25 avril 2023).

Elle indique que ces mêmes institutions pourraient amener à leurs équipes des idées comme celle-ci *"On a discuté d'un plan stratégique, nous avons décidé que la thématique principale sur laquelle on devait travailler pour les prochaines 3 années, c'est celle-ci, et on vous demande au sein de votre section, au sein de votre cours, comment est-ce que vous allez travailler cette thématique ?"* (Englebert, 25 avril 2023).

Dans ces derniers propos, Madame Englebert, tout comme nous l'avons trouvé dans le document des Shifters (page 27) suggère que cela soit construit de manière collégiale. N'hésitant pas à inviter la structure à imposer une thématique, elle ajoute *"en laissant chacun libre, en fonction de sa discipline et de sa propre expertise, de décider comment elle va être travaillée et de pouvoir organiser éventuellement des groupes d'échanges"* (Englebert, 25 avril 2023).

Maintenant que nous avons eu l'occasion de découvrir les différentes réponses de notre panel, concernant les connaissances, mais également les freins, qu'ils soient personnels ou structurels, qui peuvent empêcher la transmission de ces connaissances, et qu'ensuite, nous avons pu avoir un aperçu des motivations qui peuvent en quelque sorte, accélérer leur implémentation. Nous allons dès à présent ouvrir une discussion, conclure et réitérer les points essentiel de cette recherche.

4.5 Discussion

Voilà que nous avons parcouru, rencontré et observé nombres de données et tentatives de réponses à notre question, rappelons-en les termes : "Quelles sont les connaissances que devrait acquérir un·e étudiant·e en communication au regard de l'urgence climatique ?"
Il est à présent temps d'interpréter ces résultats et de vérifier si nos hypothèses de réponses ont pu être confirmées ou infirmées ?
Rappelons également brièvement celles-ci, premièrement, nous avons supposé que les connaissances que devrait acquérir un·e étudiant·e en communication au regard de l'urgence climatique, doivent transparaître de manière interdisciplinaire au travers de chaque cours pour répondre à l'aspect systémique de la problématique. Deuxièmement, les connaissances doivent permettre d'avoir une vision générale du contexte pour répondre à la demande du marché. Au regard de l'offre actuelle de formation, nous supposons de même qu'il existe des freins et des moteurs à la transmission de ces connaissances, nous sommes curieux de confronter nos hypothèses à la réalité de terrain.
Entamons notre discussion sur l'aspect interdisciplinaire, au regard des données consultées, nous avons trouvé que la réponse de Monsieur Denis Dalmans va dans ce sens, il affine sa réponse en précisant par un exemple, selon lui les cours de RSE ne doivent plus être limités à une section, mais bien à l'ensemble des étudiant·e·s en communication, c'est devenu une nécessité dans les entreprises. Les propos de Madame Gwenaëlle Dekegeleer peuvent également en quelque sorte soutenir notre hypothèse en affirmant que dans sa profession cela doit devenir une grille de lecture et pas une connaissance de niche. Madame Laure Englebert, appuie notre hypothèse par le fait que selon elle, cela doit être une question transversale, et qu'il y a une nécessité que celle-ci soit abordée au sein de tous les cours. Lorsque nous consultons le rapport 'Former les acteurs de l'économie de demain', nous notons que parmi les nombreuses compétences et connaissances, l'étudiant·e doit être capable d'adopter une approche systémique, interdisciplinaire et éthique.
Ils ajoutent là une notion que nous n'avions pas relevée dans notre hypothèse et qui a tout son sens dans la transformation de notre société de manière socialement juste. Et enfin, selon Sybille Mertens tous les étudiant·e·s doivent avoir un socle commun de connaissance, ce qui infirme en quelque sorte notre hypothèse, puisqu'elle ne propose pas que cela soit vu au travers de chaque cours.
Voici que notre première hypothèse peut variablement être confirmée tout en ajoutant les nuances de chaque intervenant, nous sommes conscients que plusieurs portes d'entrée sont possibles pour cette piste de réponses et qu'il s'agit peut-être d'une réponse qui doit s'adapter à la mesure de chaque structure ou institution selon ses capacités, son énergie et son fonctionnement.
Ensuite, à l'hypothèse de connaissances qui offre l'opportunité d'avoir une vision générale du contexte pour répondre à la demande du marché, nous avons noté qu'une des intervenantes professionnelles du

secteur indique que le marché va être contraint par un cadre législatif qui va nous obliger à rendre des comptes sur le plan climatique, nous voyons en ces termes une forme de réponse sur la demande du marché, mais qu'en est-il des connaissances qui pourrait offrir une vision générale du contexte ?

Madame Martin structure notre hypothèse en affirmant que l'étudiant·e doit être capable d'appréhender des sujets interconnectés qu'ils soient sociaux, environnementaux ou institutionnels pour avoir une notion de l'aspect systémique des enjeux. À ceci, Madame Mertens ajoute que l'élève doit non seulement avoir une connaissance des faits, mais aussi des causes sous-jacentes à ces faits, qui sont elles-mêmes systémiques. Il doit être capable de comprendre la complexité, c'est donc une notion de cause à effet qui pourrait s'ajouter à notre proposition.

Monsieur Copetti note qu'il est compliqué d'avoir à l'esprit autant d'informations scientifiques, surtout si l'on n'est pas amené à être formé dans ces branches. Il s'agit de thématiques comme la croissance ou décroissance, les aspects techniques ou politiques qu'il faut avoir à l'esprit, et dont les attentes seront différentes en fonction du poste occupé. Il est vrai que si notre hypothèse parle du marché, celle-ci ne précise pas les secteurs, qui vont fortement influencer le besoin d'être informé et formé.

Denis Dalmans professionnel de la communication, infirme notre hypothèse par ces propos en indiquant que selon lui, les étudiant·e·s en communication ne doivent pas avoir une connaissance parfaite des enjeux environnementaux, ils doivent plutôt avoir une sorte de conscience éveillée de l'actualité.

À nouveau, nous remarquons que nous n'avons pas une réponse unique, mais plutôt des propositions qui se recoupent ou se rejoignent selon l'approche, qu'il est possible d'apporter une multitude réponses en fonction du point d'observation et d'action.

Vérifions à présent s'il existe des freins et moteurs à la transmission des connaissances. Cette hypothèse récolte facilement une réponse positive tellement celle-ci est large, et oui, nous avons constaté qu'il existe effectivement de nombreux freins et moteurs mentionnés ci-dessus, qu'ils soient d'ordre personnels ou institutionnels. Nous n'allons pas à nouveau les énumérer ici, mais plutôt indiquer ce qui nous a frappé dans l'analyse de ces réponses.
Tout d'abord, nous avons observé que les moteurs sont principalement la réponse à un frein et que la plupart des intervenants sont conscients de l'un et de l'autre.

À la lecture des interviews, une idée nous a semblé intéressante à partager, il s'agit de celle de Madame Martin qui a travaillé sur l'implémentation et la diffusion du rapport du Shift project Former les acteurs de l'économie de demain également chargée du projet emploi et enseignement supérieur pour le rapport.
Elle nous transmet ceci : *"Ce dont les projets ont besoin pour naître, ce sont vraiment quelques individus très moteurs… pour naître, mais pas seulement, aussi pour porter le projet sur le long terme*", elle précise "*qu'il s'agisse de responsables RSE, ou d'enseignants motivés au sein de leurs institutions, cela peut être ces personnes-là aussi qui sont motrices d'organisation, qui nous font intervenir sur leur terrain et qui essaient d'aller plus loin. Que ce soient des profs ou non, elles sont extrêmement motrices, et c'est important ! Car ce sont elles qui ont permis à ces projets d'exister et d'avoir du retentissement*".

Nous finissons notre discussion par ces notes encourageantes, qui pourrait être une piste de réponse à notre question, si finalement les connaissances à transmettre aux étudiants en communication étaient celles de leur capacité à amener le changement ?

Conclusion

Pour conclure, nous pouvons dire que nous avons observé données et rapports, interrogés experts et acteurs de terrain dont les avis semblent converger vers le principe de nécessité d'adaptation liés au dérèglement climatique.

Chaque donnée a pu enrichir les éléments de réponse à notre question et ont pu confirmer ou non nos hypothèses de solutions. D'autres idées du quatrième chapitre n'ont pas été explorées dans notre discussion et valent pourtant que l'on s'y attarde.

Si nous mettons ici un terme à notre recherche, nous savons que nous aurions pu la prolonger de nombreuses pages tellement le sujet est vaste. Nous finirons par noter ici ce que nous avons observé cette fois avec une lunette un peu plus personnelle, celle d'un jeune homme motivé et qui rêve de changement.

Nous avons pu distinguer beaucoup de craintes, parfois personnelles, parfois structurelles. Craintes de ne pas être à la hauteur, de ne pas être légitime, de ne pouvoir garder son classement ou sa réputation, d'effrayer les élèves, de faire du greenwashing, de perdre des emplois, d'attirer moins de public, de devoir revisiter ses cours, de dire des conneries et de perdre sa liberté académique, … Toutes ces craintes qui freinent l'évolution et la transformation des connaissances transmises par les hautes écoles et les universités.

Et occasionnellement des moteurs, comme nous venons de le citer dans notre discussion, qui allument la mèche et lancent un mouvement qui ne s'arrêtera plus, qui entame une possible transformation, avec, au cœur et aux tripes, la notion du « vaut mieux fait que parfait ».
Des professeurs qui initient, qui expérimentent et créent de nouveaux cours, avec peu de références scientifiques, mais avec le souhait d'entamer une transition, de créer de nouvelles références qui serviront demain. N'est-ce pas là un défi des plus engageants, comme les premiers chercheurs qui découvriraient une terre inconnue ?

Nous finirons par cette note joyeuse, qui nous porte à être engagés et espérer inspirer certains à le devenir aussi. Et vous ?

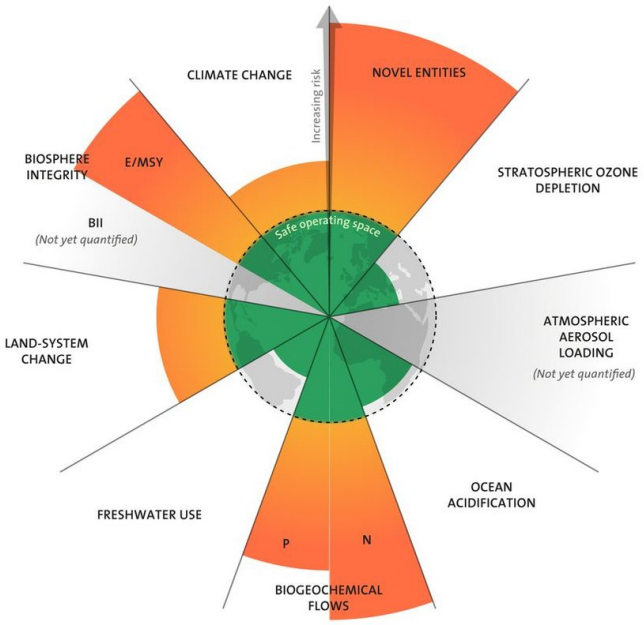
Bibliographie

1. Bachelier en Communication. (2023). HEPL. Consulté le 8 mars 2023, à l'adresse https://hepl.be/fr/communication
2. Catalogue, E. (2023a). Bachelier en information et communication - ULB. ULB. Consulté le 7 mars 2023, à l'adresse https://www.ulb.be/fr/programme/ba-comm#programme
3. Catalogue, E. (2023b). Master en communication - ULB. ULB. Consulté le 7 mars 2023, à l'adresse https:// www.ulb.be/fr/programme/ma-comu
4. Clerc, L. (2021). Prise de conscience du risque climatique et de sa dimension systémique. Responsabilité et environnement, N° 102(2), 6-9. https://doi.org/10.3917/re1.102.0006
5. Communiqué de presse : Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère. (2019, 5 juin). IPBES secretariat. https://www.ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr
6. Communication - ISFSC. (2023, 28 mars). ISFSC. Consulté le 9 mars 2023, à l'adresse https://www.isfsc.be/communication/
7. De Champlain, Y. (2022). Les compétences du 21e siècle : associer la pensée à la pratique. Revue hybride de l'éducation (RHÉ), 5(2), 78-105. https://doi.org/10.1522/rhe.v5i2.1236
8. Despres, L., & Bouget, D. (2019). De l'exploitation des ressources naturelles à la satisfaction des besoins fondamentaux dans une transition écologique. Droit et société, N° 101(1), 71. https://doi.org/10.3917/drs1.101.0071
9. European Green Deal. (2019, 19 décembre). European Council. Consulté le 15 mai 2023, à l'adresse https://www.consilium.europa.eu/en/policies/green-deal/#what
10. Executive Master Marketing Communication - En soirée - ICHEC formation continue. (2023). www.ichecformationcontinue.be Consulté le 9 mars 2023, à l'adresse https://www.ichecformationcontinue.be/fr/executive-master-en-marketing-et-communication.html?IDC=138&IDD=553648703
11. Français — IPCC. (2021). IPCC. Consulté le 26 mars 2023, à l'adresse https://www.ipcc.ch/languages-2/francais/
12. Français — IPCC. (2023). IPCC. Consulté le 26 mars 2023, à l'adresse https://www.ipcc.ch/languages-2/francais/
13. Hallet, E. (2019, 4 juin). Bachelier en information et communication - Université Saint-Louis - Bruxelles. Université Saint-Louis - Bruxelles. Consulté le 8 mars 2023, à l'adresse https://www.usaintlouis.be/sl/2018/comu1ba.html
14. Hadengue, M., & Guntzburger, Y. (2022, août 17). Repenser les modèles éducatifs en management l'ère de l'Anthropocène - Harvard Business Review France. HBR France. https://www.hbrfrance.fr/chroniques-experts/2022/08/47746-repenser-les-modeles-educatifs-a-lere-de-lanthropocene/
15. IHECS. (2023). IHECS. Consulté le 7 mars 2023, à l'adresse https://www.ihecs.be/
16. Larousse, É. (s. d.-a). Définitions : millénarisme - Dictionnaire de français Larousse. https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/mill%C3%A9narisme/51461

17. Larousse, É. (s. d.-b). Définitions : scientisme - Dictionnaire de français Larousse. https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/scientisme/71476
18. Larrère, C. (2015). Inégalités environnementales et justice climatique. Responsabilité et environnement, N° 79(3), 73. https://doi.org/10.3917/re1.079.0073
19. Les Shifters : une association pour décrypter les enjeux climatiques. (2023, 4 mai). Factuel | le site d'actu de l'Université de Lorraine. https://factuel.univ-lorraine.fr/node/16533
20. Les émotions du dérèglement climatique. (2022). HEGEL, N° 4(4), 393. https://doi.org/10.3917/heg.124.0393
21. Libaert, T. (2016, 10 juillet). Quatre questions à Dominique Wolton. © CNRS Éditions, 2016 Licence OpenEdition Books. Consulté le 15 avril 2023, à l'adresse https://books.openedition.org/editionscnrs/20949
22. L'Ipbes, interface essentielle entre les scientifiques et les gouvernements | CNRS. (2022). CNRS. https://www.cnrs.fr/fr/cnrsinfo/lipbes-interface-essentielle-entre-les-scientifiques-et-les-gouvernements
23. Maibach, E., Campbell, E., Uppalapati, S. S., & Kotcher, J. (2023). Active learning and effective communication to optimize climate change action. The journal of climate change and health, 9, 100207. https://doi.org/10.1016/j.joclim.2023.100207
24. Marks, E., Hickman, C., Pihkala, P. P., Clayton, S., Lewandowski, E., Mayall, E. E., Wray, B., Mellor, C., & Van Susteren, L. (2021). Young People's Voices on Climate Anxiety, Government Betrayal and Moral Injury: A Global Phenomenon. Social Science Research Network. https://doi.org/10.2139/ssrn.3918955
25. Michelot, A. (2019). Chapitre 1. La justice climatique : faire face à la responsabilité du changement climatique ? Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences, Vol. 30(2), 17-39. https://doi.org/10.3917/jibes.302.0017
26. Militantisme. (2023). https://dictionary.cambridge.org/dictionary/french-english/militantisme
27. Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone. (2022, mai). Education 4 Climate. Consulté le 10 mars 2023, à l'adresse https://education4climate.be/report.html?lang=fr
28. Mochizuki, Y., & Bryan, A. (2015). Climate Change Education in the Context of Education for Sustainable Development : Rationale and Principles. Journal of Education for Sustainable Development, 9(1), 4-26. https://doi.org/10.1177/0973408215569109
29. Molthan-Hill, P., Worsfold, N. T., Nagy, G. J., Filho, W. L., & Mifsud, M. C. (2019). Climate change education for universities : A conceptual framework from an international study. Journal of Cleaner Production, 226, 1092-1101. https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.04.053
30. Planetary boundaries. (s. d.). Stockholm Resilience Centre. https://www.stockholmresilience.org/research/planetary-boundaries.html
31. Planetary boundaries vector.eps | Powered by Box. (s. d.). https://stockholmuniversity.app.box.com/s/yc0egdxh2k7wxj4fjxmc0ibzlsq2o9pu
32. Promouvoir des produits plus durables et lutter contre l'écoblanchiment | Actualité | Parlement européen. (2023, 5 novembre). https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20230505IPR85011/promouvoir-des-produits-plus-durables-et-lutter-contre-l-ecoblanchiment

33. Qu'est-ce que la neutralité carbone et comment l'atteindre d'ici 2050 ? | Actualité | Parlement européen. (2019a, mars 10). https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/society/20190926STO62270/qu-est-ce-que-la-neutralite-carbone-et-comment-l-atteindre-d-ici-2050
34. RESES. (2023, 22 mars). CNE2023 – RESES. RESES – Réseau Étudiant pour une Société Écologique et Solidaire. https://le-reses.org/cne/
35. Rockström, J., Steffen, W., Noone, K. J., Persson, Å., Chapin, F. S., Lambin, E. F., Lenton, T. M., Scheffer, M., Folke, C., Schellnhuber, H. J., Nykvist, B., De Wit, C. A., Hughes, T. P., Van Der Leeuw, S., Rodhe, H., Sörlin, S., Snyder, P. J., Costanza, R., Svedin, U.,. . . Foley, J. A. (2009). Planetary Boundaries : Exploring the Safe Operating Space for Humanity. Ecology and Society, 14(2). https://doi.org/10.5751/es-03180-140232
36. Service Changements climatiques & Service Public Fédéral - Santé publique. (2022, mai). Enquêtes sur le climat. Klimaat | Climat. Consulté le 10 mars 2023, à l'adresse https://climat.be/en-belgique/communication-et-education/enquetes-sur-le-climat
37. The Shift Project. (2023, 27 avril). Former les acteurs de l'économie de demain - The Shift Project. https://theshiftproject.org/former-acteurs-economie-de-demain/
38. Ucl/adef/pro. (2023a). UCLouvain - Bachelier en information et communication - Bachelier en information et communication. UCLouvain - Catalogue des formations 2023-2024. Consulté le 8 mars 2023, à l'adresse https://uclouvain.be/prog-2023-comu1ba
39. Ucl/adef/pro. (2023b). UCLouvain - Master [120] en communication (horaire décalé) - Master [120] en communication (horaire décalé). UCLouvain - Catalogue des formations 2022-2023. Consulté le 8 mars 2023, à l'adresse https://uclouvain.be/prog-2022-cohm2m

Annexe 1 (Figure 1)



Annexe 2 (Figure 17)

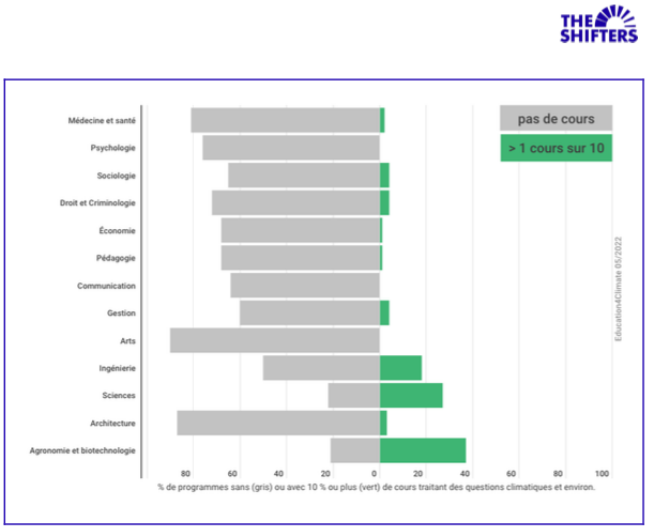


Figure 17 : Répartition de la proportion des formations qui abordent (à droite, en vert) et n'abordent pas du tout (en gris, à gauche) les questions climatiques et environnementales. Résultats pour les hautes écoles. *Critères : les formations qui n'abordent pas ces enjeux sont celles ne comportant aucun cours qui aborde les questions climatiques et environnementales. Les formations qui abordent ces enjeux sont celles dont les cours qui traitent des questions climatiques et environnementales représentent au moins 10 % du total des cours. Les formations qui comportent des cours sur les enjeux climatiques et environnementaux totalisant moins de 10 % du total ne sont pas représentées.*

Annexe 3 (Figure 6)

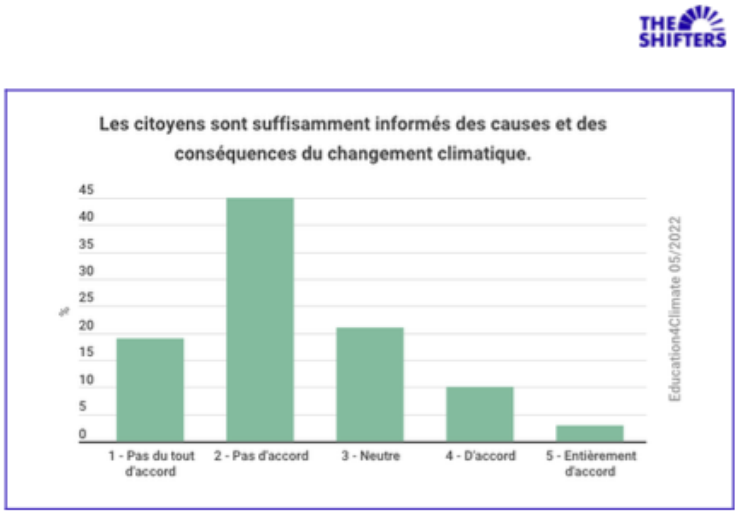
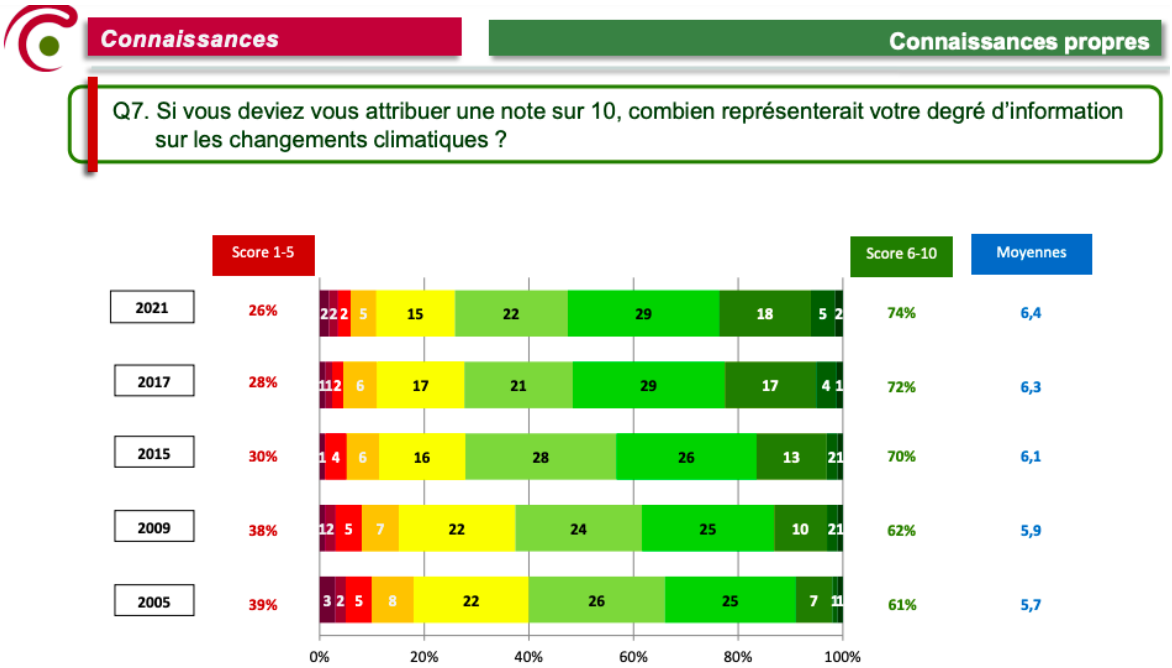


***Figure 6** : Selon 65 % des étudiants qui ont répondu, les citoyens ne sont pas suffisamment informés sur les solutions à mettre en œuvre contre le changement climatique.*

Annexe 4 (Figure 2)



Annexe 5 (Figure 7)

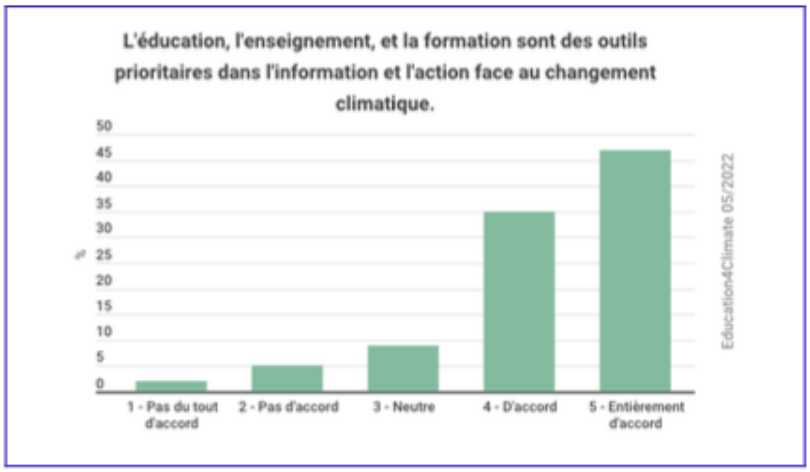


Figure 7 : *Pour la majorité des étudiants interrogés, l'éducation est un outil prioritaire face au changement climatique.*

Annexe 6 (Figure 9)

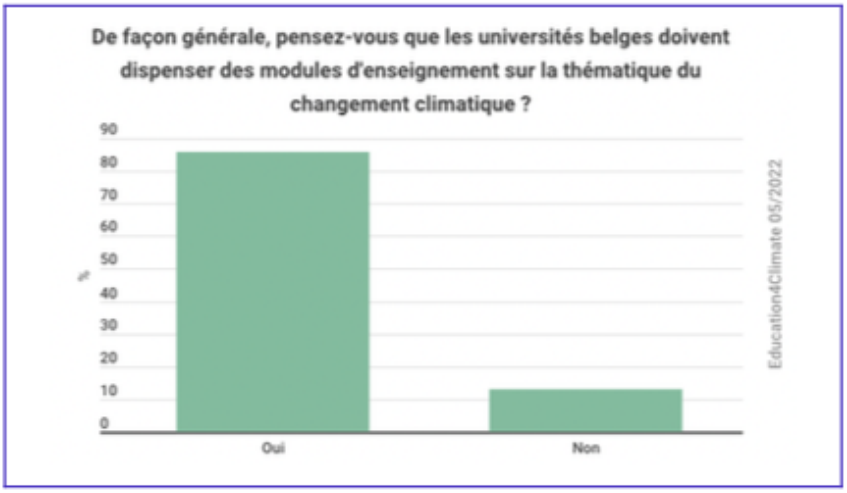


Figure 9 : *Selon 87 % des étudiants interrogés, les universités doivent dispenser des modules d'enseignement sur la thématique du changement climatique.*

Annexe 7 (Figure 10)

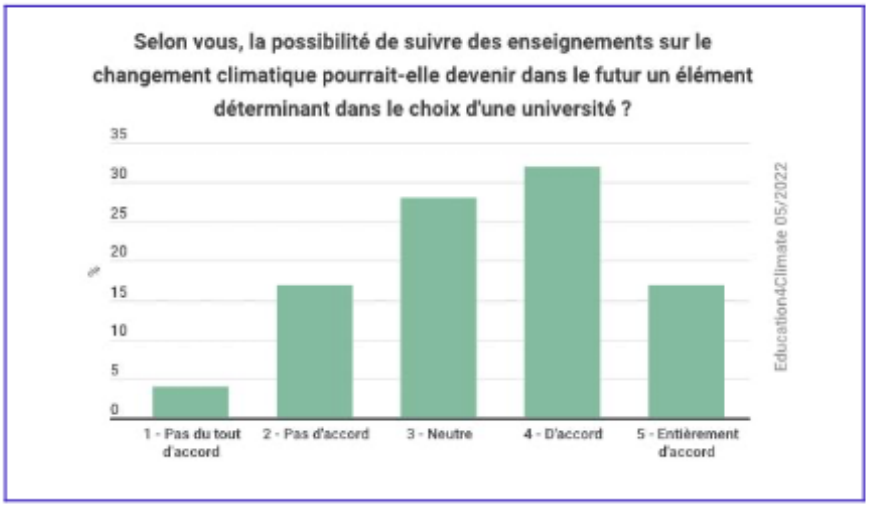


Figure 10 : *Pour la moitié des étudiants interrogés, la possibilité de suivre des enseignements sur le changement climatique pourrait devenir un élément déterminant dans le choix d'une université.*

Annexe 8 (Figure 8)

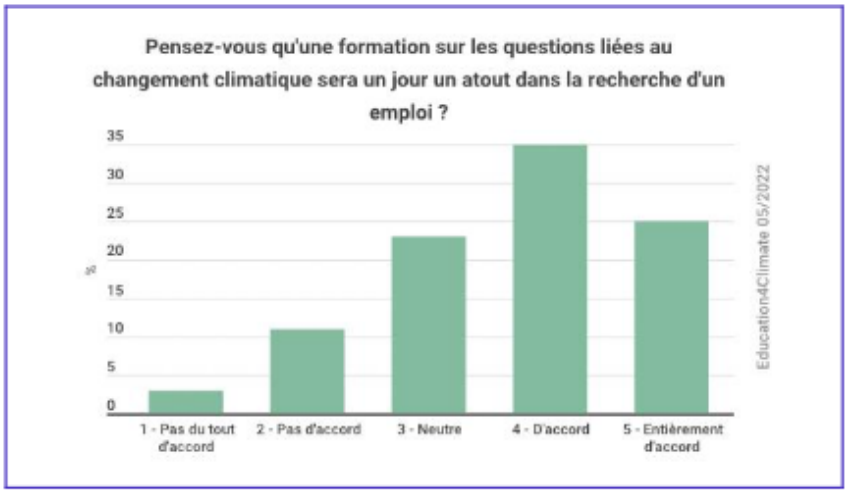
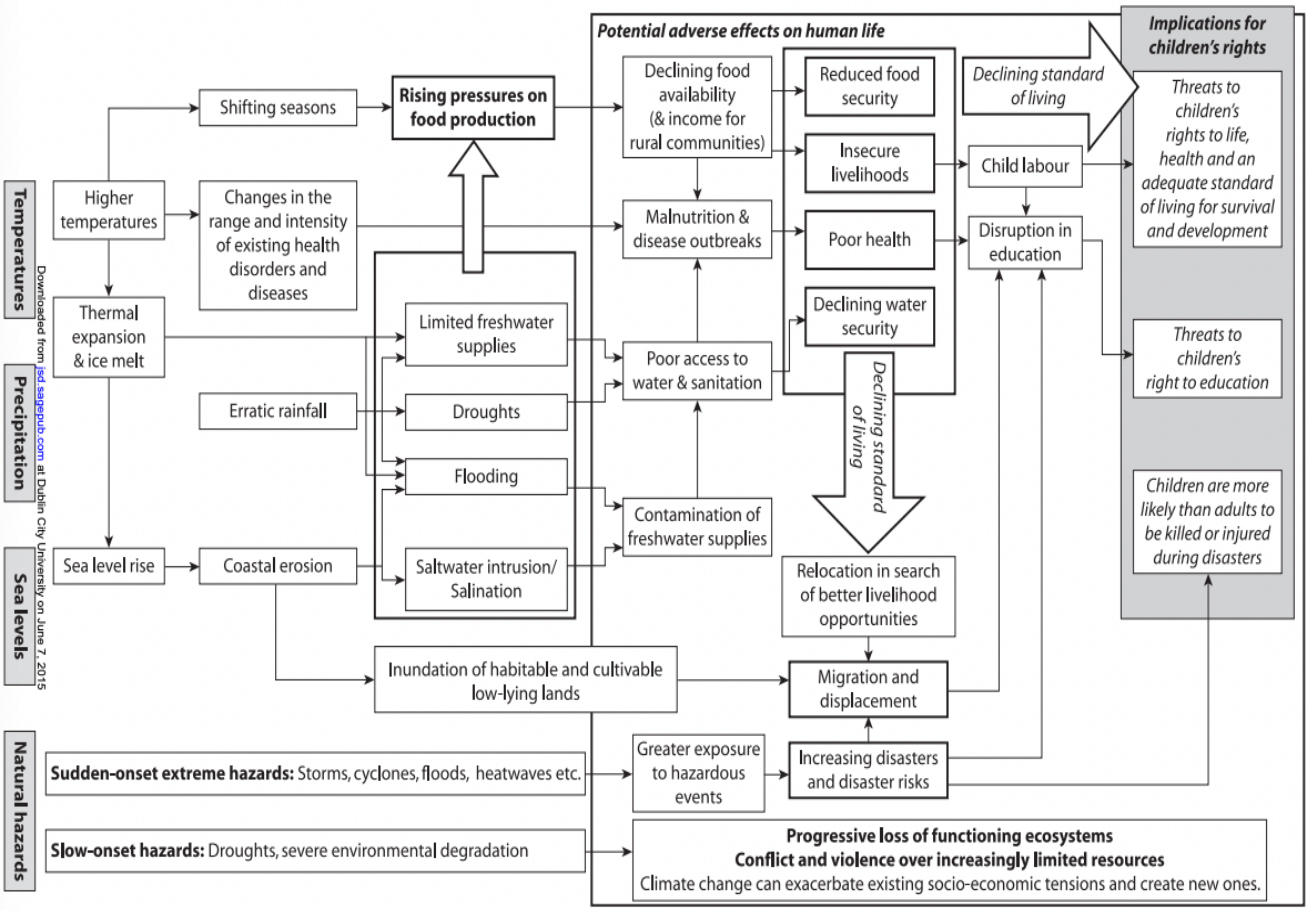


Figure 8 : *Pour la majorité des étudiants interrogés, l'éducation sur les questions climatiques est un atout pour l'emploi.*



Downloaded from jsd.sagepub.com at Dublin City University on June 7, 2015

Figure 1 Understanding the Systemic Effects of Climate Change

Annexe 9 (Figure 1)

Annexe 10 (Figure 10)

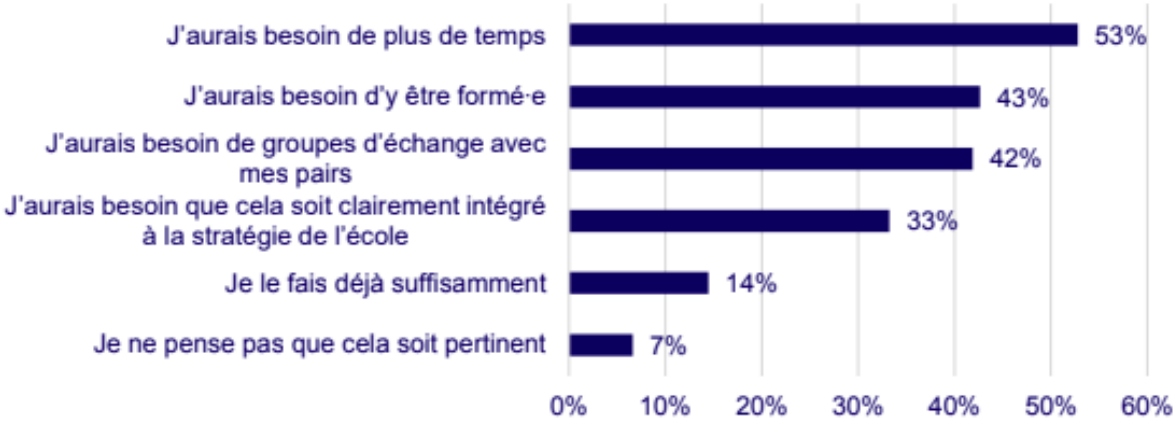


Figure 10 - « De quoi auriez-vous besoin pour intégrer davantage les enjeux écologiques à vos cours ? »

Annexe 11 (Figure 4)

Figure 4 - Répartition des répondants selon leur statut

Résumé

Découvrez le chemin que nous avons emprunté pour répondre à la question “ Quelles sont les connaissances que devrait acquérir un·e étudiant·e en communication au regard de l’urgence climatique ? ”.
Nous vous emmenons tout d’abord observer les apports de la littérature existante, puis, étant donné les rares articles, nous avons choisi d’aller à la rencontre d’un panel d’experts et de professionnels. Ces rencontres de milieux complémentaires, nous livrent ici leurs réponses, ainsi que les difficultés auxquelles ils·elles font face, qu’elles soient d’ordre personnel ou structurel. Nous finissons par ouvrir le champ des possibles par l’approche du contenu des connaissances, des freins, des incitants et des hypothèses de réponses. En somme, il s’agit d’une exploration ‘d’éclaireur’ des connaissances nécessaires, tout en amenant des éléments qui pourraient favoriser le changement, en proposant des pistes pour avancer pas à pas.

Summary

Find out how we went about answering the question « What knowledge should a communications student acquire about the climate emergency? ».
We’ll start by looking at what the existing literature has to say, and then, given the paucity of articles, we’ve decided to go and meet a panel of experts and professionals. These encounters, from complementary backgrounds, give us their answers, as well as the difficulties they face, whether of a personal or structural nature. Finally, we open up the field of possibilities by looking at the content of the knowledge, the obstacles, the incentives and the possible responses. In short, it’s an exploration of the knowledge needed, while at the same time bringing in elements that could encourage change, suggesting ways forward step by step..

Samenvatting

Lees hoe we de vraag «Wat moet een student communicatie weten over de klimaatnoodsituatie? ».
Om te beginnen kijken we naar wat de bestaande literatuur te zeggen heeft, en vervolgens hebben we, gezien de schaarste aan artikelen, besloten om een panel van experts en professionals te ontmoeten. Deze ontmoetingen, met verschillende achtergronden, geven ons hun antwoorden en de moeilijkheden waarmee ze te maken hebben, zowel van persoonlijke als structurele aard. Ten slotte openen we het veld van mogelijkheden door te kijken naar de inhoud van de kennis, de obstakels, de stimulansen en de hypotheses voor antwoorden. Kortom, het is een verkenning van de kennis die nodig is, terwijl tegelijkertijd elementen worden ingebracht die verandering zouden kunnen aanmoedigen, waarbij stap voor stap manieren worden voorgesteld om vooruit te komen.

Table des matières

Remerciements 1

Avant-propos 4

Introduction 5

Liste des abréviations 6

Glossaire 6

Chapitre 1 - La problématique générale 7

1.1 Le dérèglement climatique 9

1.2 La perte de la biodiversité 9

1.3 Les limites planétaires 10

1.4 La raréfaction des ressources et la gestion financière 11

1.5 L'aspect systémique et la justice climatique 12

1.6 L'objectif de neutralité Carbone de l'Europe 13

Chapitre 2 - La problématique particulière et ses enjeux

2.1 La nécessité de formation 15

2.2 L'offre de formation, études de communication 17

2.3 Les attentes et les besoins des étudiant·e·s 19

2.4 La demande du marché - vers une transition 23

2.5 Hypothèses 25

Chapitre 3 - Méthodologie et ses limites

3.1 Méthode 27

3.2 Procédure 28

3.3 Le questionnaire et les rencontres 29

3.4 Limites des rencontres et du cadre de recherches 30

Chapitre 4 Résultats des rencontres et discussion

4.1 Préalable 31

4.2 Les connaissances 33

4.3 Les freins 39

4.4 Les incitants 45

4.5 Discussion 49

Conclusion

Bibliographie 53

Annexes & Figures 56

Résumé 62